

ARTICLES Janvier 2010

SOCIETE / ECONOMIE

Ce qui va changer en 2010

LEMONDE.FR | 31.12.09 | 15h25 • Mis à jour le 31.12.09 | 19h02

Fiscalité

Redevance TV. Elle passe de 118 à 121 euros pour les habitants de la métropole. Les familles modestes et les personnes âgées sont exonérées. La réforme audiovisuelle, effective depuis le début de l'année, prévoyait que la redevance augmente de deux euros. Elle est passée de 116 à 118 euros en 2009, et devait passer à 120 euros au 1^{er} janvier 2010. Elle augmentera finalement de trois euros en raison de la hausse de l'inflation prévue l'an prochain (1,2 %).

Prix des carburants. Les hausses prévues du prix du gaz et des carburants, qui devaient être impactés par la taxe carbone, n'augmenteront finalement pas le 1^{er} janvier, en raison de l'annulation de cette mesure par le Conseil constitutionnel. Ce dispositif devait se traduire par une hausse de 5,41 centimes par litre de gasoil et de 4,92 centimes par litre d'essence. Mais le gouvernement se dit déterminé à présenter un nouveau texte le 20 janvier.

Taxe professionnelle. Cette taxe sur les investissements productifs des entreprises sera remplacée par une contribution économique territoriale, qui portera sur la valeur immobilière des locaux ainsi que sur la valeur ajoutée des entreprises.

Accidents du travail. Les indemnités journalières versées par la Sécurité sociale pour les accidents du travail seront fiscalisées. Elle garantissent au salarié 60 % de son revenu pendant les 28 premiers jours d'arrêt, mais contrairement aux indemnités liées aux autres types d'arrêts de travail, elles n'étaient jusqu'ici pas soumises à l'impôt sur le revenu.

Niches fiscales. Un nouveau plafonnement des niches fiscales entre en application. L'avantage global en impôt procuré par les niches fiscales ne pourra excéder un montant de 20 000 euros et 8 % du revenu imposable (contre 25 000 euros et 10 % cette année).

Le forfait social de 2 %, taxe sur les revenus accessoires aux salaires (épargne salariale, participation, retraites supplémentaires, intéressement), instauré l'an dernier, est doublé et passe à 4 %.

Retraites chapeaux. Les prélèvements sociaux sur les retraites chapeaux (compléments de retraites) sont doublés également. Celles d'un montant supérieur à huit fois le plafond de la Sécurité sociale seront soumises à une contribution additionnelle de 30 %.

Patrimoine. L'âge limite pour les donations exonérées d'impôts pour les petits-enfants passe de 65 à 80 ans.

Emploi

RSA. Le revenu de solidarité active augmente de 1,2 %, à 460,09 euros mensuels pour une personne seule sans enfant. Cette hausse correspond à l'inflation prévue pour 2010.

Smic. Le smic augmente de 0,5 %. Il est porté à 8,86 euros l'heure, soit 1 343,77 euros mensuels brut (quelque 1 056 euros net) sur la base de 35 heures hebdomadaires.

Le contrat unique d'insertion, visant à harmoniser les actuels contrats aidés par l'Etat à destination des personnes exclues du marché de l'emploi, entre en vigueur au 1^{er} janvier

Chômage partiel. Entrée en vigueur d'un accord syndicats-patronat destiné à améliorer l'indemnisation du chômage partiel en intégrant les primes dans le calcul et en prenant en compte toutes les périodes de chômage partiel pour le calcul des congés payés.

Retraites. Certains pères pourront bénéficier en partie de la majoration de durée d'assurance de deux ans par enfant permettant aux mères de familles salariées de partir plus tôt à la retraite.

Seniors. Les entreprises comptant au moins 300 salariés qui ne sont pas couvertes par un accord ou un plan d'action de trois ans en faveur de l'emploi des seniors seront redevables d'une pénalité égale à 1 % de leur masse salariale. Les invalides capables de poursuivre une activité pourront toucher leur pension d'invalidité jusqu'à l'âge de 65 ans, au lieu de 60.

Transports

Automobile. La prime à la casse, attribuée pour l'achat d'un véhicule neuf peu émetteur de CO₂ assorti de la destruction d'un véhicule de plus de dix ans, va baisser de 1 000 à 700 euros, avant d'être encore réduite de 700 à 500 euros au 1^{er} juillet. Le système des bonus écologiques, qui accompagne l'achat d'une voiture neuve peu émettrice de CO₂ est modifié : les seuils d'émissions de CO₂ et la réduction du montant des principaux bonus diminuent. Les tarifs des assurances vont augmenter de 5 % en moyenne.

TGV. Hausse des tarifs de 1,9 % en moyenne à compter du 5 janvier. Cette hausse est moins forte que celles observées en 2008 (2 %) et en 2009 (3,5 %). Le taux de cette hausse est *"le plus bas depuis dix ans"*, selon la SNCF, qui explique qu'elle doit compenser une baisse des recettes.

Les prix d'appel Prem's, qui n'ont pas augmenté depuis 2003, restent inchangés, de même que les prix des cartes de réduction.

Ethylotests. Les autocars qui seront mis pour la première fois en circulation et destinés au transport en commun d'enfants devront désormais être équipés d'un éthylotest antidémarrage.

Taxis. Hausse du prix de la course de 1,2 %. Le tarif des courses de taxi est arrêté chaque année par le ministère de l'économie en fonction de l'évolution du prix des carburants et des autres charges de la profession. La prise en charge ne doit pas dépasser 3,36 euros et l'indemnité kilométrique 0,92 euro, selon le *Journal officiel*. Le tarif minimum, suppléments inclus, susceptible d'être perçu pour une course passe à 6,10 euros contre 6 euros auparavant.

Logement

Taxe d'habitation. A Paris, les impôts directs locaux (taxe d'habitation, taxes foncières) augmentent de 8 %. Cette hausse intervient après celle de 9 % en 2009, assortie de la création d'une nouvelle taxe foncière départementale de 3 %. Le maire de Paris, Bertrand Delanoë, a assuré que ce serait la dernière de la mandature.

Assurance. Les tarifs des assurances habitation augmentent de 5 % en moyenne.

Prêt à taux zéro. Le doublement du prêt à taux zéro pour les ménages modestes qui veulent acquérir un logement neuf est prolongé.

Logements verts. La déduction de 25 % des intérêts d'emprunt pour l'acquisition d'une résidence principale sera réservée à des logements bénéficiant de la certification verte. Pour les autres, la déduction sera limitée à 20 %.

Fonction publique

Regroupement des services de l'Etat dans les départements en trois directions (territoires, cohésion sociale et protection de la population), contre une dizaine de directions départementales actuelles. Objectif, "*mutualiser les compétences*", sous l'autorité renforcée du préfet. L'outre-mer et l'Ile-de-France suivront en juillet. Cette fusion permettra des économies, selon le gouvernement. Les syndicats craignent la création d'un "*hyperpréfet*" et des conflits d'intérêts.

Justice. 151 tribunaux d'instance, soit près d'un tiers du total de 2007 (473) fermeront leurs portes dans le cadre de la réforme de la carte judiciaire initiée par Rachida Dati.

Prime. La prime au mérite pour les fonctionnaires est étendue aux cadres supérieurs de la fonction publique d'Etat et aux secrétaires administratifs.

Santé

Mutuelles. Hausse des tarifs des assurances complémentaires (mutuelles santé ou assurances privées). Les cotisations des mutuelles santé devraient augmenter de 5 % en moyenne.

Médicaments. Les taux de remboursement d'une centaine de médicaments au "service médical rendu faible" doivent baisser, de 35 % à 15 %. Les analgésiques comme l'aspirine ou le paracétamol devraient rester remboursés à 65 %. Le gouvernement attend 145 millions d'euros d'économies de cette mesure.

Le forfait hospitalier journalier augmente de 16 à 18 euros.

Divers

Les boîtes de nuit fermeront désormais toutes à la même heure. Elles peuvent rester ouvertes jusqu'à 7 heures du matin mais ne serviront plus d'alcool à partir de 5 h 30.

Ampoules. Après les ampoules à filament de 100 watts en juin, c'est au tour des ampoules de 75 watts d'être retirées du commerce à partir du 1^{er} janvier. En conformité avec les engagements pris par le Grenelle de l'environnement, les ampoules à incandescence disparaissent peu à peu des rayons au profit des ampoules basse consommation. Le 31 décembre 2012, toutes les ampoules à incandescence seront définitivement bannies de l'Union européenne.

Chiens dangereux. Les propriétaires de chiens dangereux devront théoriquement posséder un "permis de détention" délivré par le maire de leur commune de résidence, après parution d'un décret qui n'était toujours pas publié le 30 décembre au *Journal officiel*.

SOCIETE

Le manque de sommeil accroît le risque de dépression chez les adolescents

LEMONDE.FR avec AFP | 02.01.10 |

Le manque de sommeil accroît le risque de dépression et de pensées suicidaires chez les adolescents, selon une étude de l'Université Columbia publiée vendredi aux Etats-Unis dans la revue *Sleep*.

Selon cette étude menée auprès de 15 659 collégiens et lycéens, le risque de dépression chez des adolescents qui vont se coucher habituellement après minuit est supérieur de 24 % à celui des enfants envoyés au lit avant 22 heures. Ceux qui dorment moins de cinq heures par nuit

présentent un risque de dépression 71 % supérieur à ceux qui dorment sept heures. Les couche-tard sont en outre plus nombreux à avoir des idées suicidaires : 20 % de plus que chez les couche-tôt.

"Les résultats de cette étude apportent la preuve supplémentaire qu'un sommeil bref pourrait jouer un rôle dans l'analyse des causes de la dépression", écrivent les auteurs de l'étude dirigée par le professeur James Gangwisch, de l'université new-yorkaise.

"On pense communément que les adolescents ont moins besoin de dormir que les pré adolescents", relève le Dr Gangwisch. *"Des études montrent pourtant que les adolescents pourraient bien avoir en fait besoin de davantage de sommeil".* Selon lui, il est fréquent que les adolescents ne se couchent pas assez tôt pour compenser le fait qu'ils commencent l'école plus tôt que les enfants. En moyenne, les adolescents de cette enquête dorment sept heures et cinquante-trois minutes par nuit, moins que les neuf heures recommandées à cet âge.

ENSEIGNEMENT

Michel Wieviorka : "La société attend des individus qui savent réfléchir"

LE MONDE | 02.01.10 |

Dans une économie de la connaissance pilotée par la rentabilité immédiate, les sciences humaines et sociales (SHS) s'estiment mal-aimées. Alors que commencent ce mois-ci les inscriptions des lycéens dans l'enseignement supérieur, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) et président de l'Association internationale de sociologie, Michel Wieviorka, analyse la place qu'occupent dans le paysage universitaire ces disciplines qui ont été très en pointe dans le mouvement d'opposition aux réformes universitaires du printemps 2009, et qui ont, à ses yeux, leur *"utilité"*.

Le passage de l'histoire-géographie au statut de matière facultative en terminale S est-il, à vos yeux, un signe du déclassé des humanités ?

Le ministre de l'éducation pensait avoir pris toutes les garanties avant de faire ce choix. Apparemment, il s'est trompé. Cela va-t-il s'arrêter à l'histoire ? Le problème de la place relative des disciplines est posé sur un mode dramatique. La pétition des historiens a attiré l'attention sur ces enjeux, c'est bien, mais elle les a radicalisés, manquant de nuance.

Les passions s'emballent, car en France, l'histoire est avant tout un récit national qui se sent menacé. Elle est au cœur de cette identité nationale qu'Eric Besson a jugé bon de mettre en débat, avec les résultats calamiteux que l'on observe. Quand le pouvoir ne met pas en scène une vision héroïque de l'Histoire, à fort tropisme nationaliste et néocolonialiste, il fait flotter un

parfum populiste, anti-intellectualiste qui n'arrange pas les choses. Si l'on doit ouvrir un débat sur l'histoire, alors, parlons de son contenu, des changements dans ses conceptions, de sa place dans la société, de sa signification pour la nation, et pas seulement du nombre d'heures qui lui sont consacrées ici ou là.

Pourquoi parle-t-on d'un déclin des sciences humaines et sociales (SHS) ?

Le déclin apparaît si l'on considère la place de la recherche française à l'échelle de la planète : notre pays a cessé d'être un phare. Dans les années 1960 et 1970, chercheurs et étudiants venaient du monde entier pour assister aux séminaires de Jacques Lacan, Louis Althusser, Pierre Bourdieu, Alain Touraine, Roland Barthes, Michel Foucault, Emmanuel Le Roy-Ladurie, Jacques Le Goff, etc. Aujourd'hui, mon expérience de président de l'Association internationale de sociologie, ou à la présidence d'un panel de l'Union européenne qui attribue chaque année 1,5 million d'euros de bourses de recherche, m'amène à affirmer, malheureusement, que notre présence s'amenuise dans les congrès, les grandes institutions internationales, les programmes internationaux, mais aussi dans les références utilisées par les chercheurs.

Les SHS suscitent moins de vocations...

Nous avons du mal à cerner les métiers, les compétences, les débouchés qui correspondent à ces disciplines, d'où le sentiment de bien des étudiants et enseignants-chercheurs qu'elles ne sont pas valorisées comme elles devraient l'être. Ajoutez la crise de nos institutions de recherche, les critiques que suscite l'évaluation, et le fait qu'il se constitue un sous-prolétariat de jeunes docteurs : ce n'est pas un hasard si les SHS étaient au cœur du mouvement de contestation en 2009.

Faut-il dissuader les étudiants d'entrer dans cette filière pour éviter le chômage ?

Si le seul horizon est la recherche, les perspectives sont minces. Beaucoup se retrouvent avec un doctorat, à courir de petits boulots en petits contrats. Or on a besoin de personnes formées en sciences sociales partout ! Dans les syndicats, les ONG, les associations, le travail social, le système hospitalier, l'armée, l'édition, les médias, la publicité, etc. Je préfère dire aux jeunes : choisissez les études qui vous intéressent ! Qui sait ce que sera le marché de l'emploi dans cinq, dix ou vingt ans ?

Les besoins du marché sont fluctuants. Choisir des études par goût est un moteur à conserver. La société attend moins des compétences fixes que des individus qui savent réfléchir. Ne dit-on pas que chacun risque de changer plusieurs fois de métier ? Plus que d'avoir un seul acquis, l'important est d'avoir appris à acquérir.

Quant aux entreprises, elles gagneraient à recourir à nos disciplines. Prenez France Télécom, qui fait déjà appel aux sciences sociales sur tout ce qui touche aux réseaux ou à la communication : d'autres chercheurs auraient pu l'aider à comprendre plus tôt les tensions et les drames liés à son fonctionnement et à son mode d'organisation.

Mais il y a aussi dans vos disciplines ceux qui s'insurgent contre l'utilitarisme...

Ils ne sont pas les seuls. Il y a, schématiquement, trois conceptions de notre place dans la vie de la Cité. Les uns se posent en experts. Ils sont au service d'un chef d'entreprise, d'un acteur politique, d'un syndicat, d'une ONG...

D'autres s'y refusent et se veulent exclusivement critiques, hypercritiques - une position radicale éloignée de toute attitude constructive, et dont les médias sont friands : ils aiment le soupçon, la dénonciation. Ces deux positionnements regroupent la majorité des points de vue. Mais une troisième conception, moins répandue et dans laquelle je me reconnais, plaide pour le fait que le chercheur produit des connaissances qui ont toujours une dimension critique, mais dont il admet qu'elles puissent être utiles.

Valérie Pécresse a installé, en septembre 2009, un Conseil pour le développement des humanités et des sciences sociales. Certains ont parlé d'un asservissement de ces disciplines...

J'ai fait partie de deux précédents conseils de ce genre, mis en place par Claude Allègre, puis par Roger-Gérard Schwartzberg. Le vrai problème n'est pas le risque d'asservissement, mais celui de s'exprimer dans le vide. Or ce n'est pas une fatalité. Quant à la ministre de la recherche - je le dis alors que je ne suis pas de son bord politique -, elle a vis-à-vis de nos disciplines une attitude constructive.

Produire des connaissances "utiles" n'équivaut-il pas à perdre son indépendance scientifique ?

L'utilité, on ne sait pas d'avance où elle se trouve ! Mon ami Olivier Roy, quand nous étions jeunes chercheurs, disparaissait parfois pour plusieurs mois en Afghanistan, sac au dos, aux frais de la princesse - en l'occurrence le CNRS. Nous sommes bien contents aujourd'hui d'avoir cet éminent spécialiste de ce pays et de l'islam dans la région. Alors l'utilité...

Il y a une quinzaine d'années, j'ai analysé pour la RATP les problèmes d'insécurité. J'avais carte blanche, personne ne savait à quoi ma recherche aboutirait. J'ai appris plus tard qu'elle avait contribué à la création de la carte ImaginR, destinée aux jeunes. Qui s'en plaint ? Ai-je été manipulé, ai-je perdu mon indépendance, ai-je perverti la sociologie ?

Propos recueillis par Luc Cédelle

Plus de 200 000 jeunes étudient les sciences humaines

Un champ très large Les sciences humaines et sociales regroupent des disciplines qui étudient les aspects sociaux des diverses réalités humaines. La liste inclut la sociologie, l'économie, l'ethnologie, l'anthropologie, la psychologie, l'histoire, la géographie, la démographie, les sciences politiques, l'archéologie, la linguistique, la communication et même la philosophie.

13 % de baisse en dix ans Les universités ont vu fondre leurs effectifs d'étudiants en sciences humaines. En 1998-1999, ils étaient 232 747 étudiants de la licence au doctorat. Dix ans après, ils ne sont plus que 201 841. Durant cette même période, les effectifs d'étudiants inscrits à l'université ont crû de 5,3 %.

Un conseil pour le développement des humanités et des sciences sociales Le 2 septembre 2009, la ministre de l'enseignement supérieur, Valérie Pécresse, a installé ce conseil qui a pour mission de définir une vision stratégique pour l'ensemble de ces disciplines et de contribuer à leur rayonnement.

SOCIETE

Soigner ses maux en famille chez le psy

LE MONDE | 02.01.10 |

Depuis une petite année, les époux Da Silva (les noms ont été changés) se rendent chaque mois dans l'unité de thérapie familiale de l'hôpital du Clos-Bénard, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Au départ, ils sont venus consulter pour leur plus jeune fils, âgé de 10 ans. Victor, qui est en CM2, n'aime pas l'école, il est agressif avec les enseignants, ses résultats sont mauvais, et à plusieurs reprises, sa mère Béatrice a été convoquée par la directrice.

La psychologue qui le suit a conseillé aux parents d'entreprendre un travail thérapeutique en famille. Car la mère de Victor ne va pas bien. Technicienne de laboratoire, elle est marginalisée dans son travail, souffre de dépression et voit un psychiatre depuis cinq ans. Son mari, maçon, rentre tard. Elle considère qu'il s'implique peu dans la vie de famille.

Comment démêler cet imbroglio ? Qui va le plus mal, de M^{me} Da Silva ou de son fils ? L'enfant ne cherche-t-il pas à attirer l'attention sur la souffrance, silencieuse mais envahissante, de sa mère ? A ces questions, les thérapeutes familiaux dits systémiques considèrent que la personne désignée comme malade exprime un dysfonctionnement au sein du groupe familial. Le malade, à travers son symptôme, peut chercher à protéger un autre membre, plus vulnérable encore.

L'action du psychothérapeute ne porte pas sur le sujet isolé mais sur l'ensemble d'un "système" aux relations perturbées. *"Nous aidons les familles à se réorganiser de manière que le symptôme exprimé par l'un de leurs membres ne soit plus nécessaire à l'équilibre de l'ensemble"*, explique Didier Destal, chef de service à l'hôpital du Clos-Bénard.

Au début, les époux Da Silva venaient accompagnés de leurs deux enfants. Depuis quelques séances, la thérapie s'est centrée sur le couple.

Derrière une glace sans tain, Elida Romano, la psychologue qui dirige l'unité, supervise la thérapie. Elle observe les échanges et intervient en direct, si nécessaire, par l'entremise d'un

téléphone qui la relie au thérapeute. Filmée et enregistrée, la séance sera visualisée par la suite pour formuler des hypothèses sur les interactions à l'oeuvre. Le couple s'installe. *"Il y a un manque de communication entre nous. A la maison, ma femme ne me dit rien"*, déclare l'époux au thérapeute. *"Depuis que tu as ta maladie, notre famille n'avance plus. Tu vois le même docteur depuis cinq ans et rien ne se passe"*, dit-il en se tournant vers sa femme.

Derrière la glace sans tain, Elida Romano fait remarquer que pour la première fois le sujet de la dépression de l'épouse est abordé en séance par le mari, Ilario. Elle appelle le thérapeute pour qu'il approfondisse le sujet avec lui. D'abord sur la défensive, le mari se met peu à peu à l'écoute de Béatrice. *"Il commence à comprendre qu'il a un rôle à jouer pour protéger un espace familial qui va permettre à sa femme d'être un peu plus sereine"*, analyse leur thérapeute, Eric Malerbes.

Que retire le couple de ces séances ? *"Ça a permis à ma femme de me dire des choses qu'elle n'osait pas me dire en face et que je ne voyais pas, des choses qui font un peu mal"*, explique le mari. De son côté, sa femme voit cette thérapie comme *"une pause où l'on peut se dire ce qui ne va pas, alors qu'on ne l'aurait jamais fait"*.

"Ilario et moi n'attendons pas du tout la même chose l'un de l'autre, et ça me rend malheureuse, poursuit-elle. Depuis peu, il essaie de se racheter mais j'ai du mal à lui pardonner. J'espère que ces séances nous permettront de trouver un apaisement qui puisse faire avancer notre couple sans le faire capoter." Parviendra-t-elle à sortir du rôle de victime dans lequel elle semble s'être installée ? C'est un des enjeux des prochaines séances.

Apparues aux Etats-Unis dans les années 1950, les thérapies familiales se sont principalement inspirées de l'école de Palo Alto, un groupe de chercheurs officiant dans cette petite ville de la banlieue sud de San Francisco, autour de Gregory Bateson, un anthropologue, et de Milton Erickson, un psychiatre. *"Certains praticiens américains avaient remarqué que l'amélioration de l'état de santé de tel ou tel membre de la famille pouvait parfois entraîner l'apparition d'un problème chez un autre de ses membres, ou, au contraire, des améliorations en chaîne. Ces données cliniques contradictoires ont amené les chercheurs à s'interroger sur les liens potentiels qui pouvaient exister entre la problématique d'un individu et celle de l'ensemble de la famille"*, explique Mony Elkaïm, neuropsychiatre et directeur de l'Institut d'études de la famille et des systèmes humains, à Bruxelles.

"Le rôle du thérapeute n'est pas de décider à l'avance ce qui est bon pour la famille, mais de déclencher des crises créatives qui puissent lui permettre de trouver ses propres solutions", explique Robert Neuburger, thérapeute de couple et familial.

Ces techniques se sont développées plus tardivement en France, au milieu des années 1970. Cette approche apparaît particulièrement efficace pour les adolescents suicidaires, ou souffrant d'addictions, de troubles alimentaires comme l'anorexie ou de troubles des conduites, mais aussi en cas de crise conjugale.

A côté des thérapies familiales systémiques coexistent d'autres écoles de pensée. Les thérapies familiales psychanalytiques travaillent davantage sur les fantasmes et les rêves de chacun des membres de la famille. Elles utilisent le transfert (processus par lequel le patient fait inconsciemment du thérapeute l'objet de réactions affectives éprouvées par le passé) et le contre-transfert (ce que ressent le psy pour son patient et qui influe sur la dynamique de la cure). Les séances sont plus rapprochées et la thérapie plus longue.

Martine Laronche

Pour en savoir plus

- *Panorama des thérapies familiales*, sous la direction de Mony Elkaïm, Seuil, 683 p., 1995.
- *L'Autre Demande*, de Robert Neuburger, Payot, 195 p., 2003.

SOCIETE

Vie privée : le point de vue des "petits cons"

LEMONDE.FR | 08.01.10 |

Nombreux sont ceux qui pensent que les jeunes internautes ont perdu toute notion de vie privée. Impudiques, voire exhibitionnistes, ils ne feraient plus la différence entre vie publique et vie privée. Et si, a contrario, ils ne faisaient qu'appliquer à l'internet ce que leurs grands-parents ont conquis, en terme de libertés, dans la société ?

Dans "[La vie privée, un problème de vieux cons ?](#)", je dressais un parallèle entre la façon désinhibée qu'ont les jeunes internautes de se dévoiler sur le Net et la révolution sexuelle, et me demandais si ceux qui sont gênés par cette façon décomplexée de s'exprimer ne seraient pas un peu coincés.

Au-delà des problèmes d'inhibition des "*vieux cons*", il est difficile d'aborder la question sans essayer de regarder de plus près comment, et pourquoi, les jeunes qui ont grandi avec le Net évoquent ainsi leurs vies privées dans des espaces publics. Une démarche somme toute... "*rock'n roll*" que n'auraient peut-être pas renié nos (grands) parents, en moins rebelle cependant.

Pour [Josh Freed](#), célèbre éditorialiste canadien, c'est la plus importante fracture générationnelle depuis des décennies, qu'il [résume](#) ainsi : d'un côté, nous avons la "*génération des parents*", de l'autre, la "*génération des transparents*" :

L'une cherche à protéger sa vie privée de manière quasi-obsessionnelle, l'autre sait à peine ce qu'est la "vie privée".

La génération des transparents a passé toute sa vie sur scène, depuis que leurs embryons ont été filmés par une échographie alors qu'ils n'avaient que huit semaines... de gestation. Ils adorent partager leurs expériences avec la planète entière sur MySpace, Facebook ou Twitter et pour eux, Big Brother est un reality show.

La génération des parents voit cette transparence comme un cauchemar. Elle a grandi à l'ombre de Mac Carthy et des espions de la CIA, et est plutôt paranoïaque dès qu'il s'agit de partager des données personnelles, de passer à la banque en ligne ou même d'acheter un livre sur Amazon.

Josh Freed raconte ainsi qu'à peine rentré de vacances, son fils mit en ligne toutes les photos de famille, en maillot de bain, avant que sa mère, l'apprenant, ne les en retire "*plus rapidement qu'un censeur du gouvernement chinois*".

Comme le souligne Elizabeth Denham, commissaire adjointe à la protection de la vie privée du Canada, habitués à être regardés, filmés, et photographiés, avant même que d'être nés, les jeunes se retrouvent aujourd'hui à "*se demander si les choses se passent réellement quand personne ne les regarde*".

En 2006 déjà, Danah Boyd, l'une des plus fines observatrices de ce que font les jeunes sur le Net, remarquait elle aussi que les adolescents étaient d'autant plus "*blasés*" par la notion de vie privée, et qu'ils avaient d'autant plus de mal à percevoir les risques posés par la "*société de surveillance*", qu'ils ont eux-mêmes grandi en étant constamment surveillés par ceux qui, parents et enseignants notamment, affectent, dirigent ou contrôlent directement leur vie privée :

Leur panoptique personnel (administré par des personnes qu'ils connaissent et voient quotidiennement) est bien plus intrusif, menaçant, direct et traumatique que ne pourraient l'être des panoptiques gouvernementaux ou contrôlés par des entreprises privées.

L'érosion de la vie privée commence à la maison, pas au niveau gouvernemental ou marchand. Et tant que nous ne trouverons pas un moyen d'offrir plus de vie privée à ces jeunes, dans leur vie intime, ils n'aspirent pas à plus de vie privée dans leurs vies publiques.

LA VIE PRIVÉE ? UNE COURSE À L'ARMEMENT

Citant Jürgen Habermas et son essai sur *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, ainsi que la notion de "*contre-publics*" (regroupements sociaux formés en opposition aux discours et aux intérêts de la sphère publique officielle) du théoricien du mouvement queer et des questions de genre Michael Warner, danah boyd rappelle que la vie privée est un privilège acquis il n'y a pas si longtemps que cela, et partagé essentiellement par les hétérosexuels blancs de sexe masculin...

Et si la [déclaration universelle des droits de l'homme](#) affirme bien, dans son article 12, que "*nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation*", force est de constater qu'il ne s'applique guère aux mineurs :

Votre enfant a peut-être sa propre chambre dotée d'une porte qui ferme à clef, et de son propre ordinateur. Mais il n'a pas d'espace privé.

Et c'est pour cela que les enfants se ruent dans l'arène publique pour se libérer de la façon qu'ont leurs parents et administrations scolaires de leur dicter leur façon de se mouvoir et de communiquer.

Dans l'arène publique, ou via une interface technique. Le [New York Times](#) raconte ainsi l'étonnement du président de Walt Disney qui, convoyant sa fille et deux de ses amies en voiture, s'étonnait de ne pas les entendre parler, mais de la voir taper des SMS :

"- Tes amies sont là, ça ne se fait pas !

- Mais papa, nous sommes en train de nous écrire, je ne veux pas que tu entendes ce que j'ai à leur dire !"

Danah Boyd, pour qui la notion de vie privée renvoie à ces moments où l'on a le sentiment de contrôler la façon -et le moment- où l'on peut communiquer avec quelqu'un en particulier, qualifie ainsi d'[espaces interstitiels](#) ces moments "volés" dont ils profitent pour communiquer, en toute confidentialité.

Pour elle, la parentalité a, ces dernières années, été de plus en plus associée au fait de surveiller ses enfants. Au point qu'on assisterait à une "*course à l'armement entre la surveillance parentale et l'utilisation des technologies pour protéger sa vie privée*" :

Les parents surveillent l'ordinateur de leurs enfants ? Les enfants s'envoient des textos. Et après, on fait quoi ? Combien de temps faudra-t-il attendre avant que les parents ne réclament aux opérateurs de télécommunication la transcription de tout ce qu'ils font et partagent ?

Nous sommes au beau milieu d'une guerre à la vie privée qui va bien plus loin que l'opposition entre "où est ma vie privée ?" et "les enfants sont tellement impudiques". La distinction même entre vie publique et vie privée s'en trouve bousculée.

Alors que les enfants cherchent à se rendre invisibles de ceux qui disposent d'un pouvoir direct sur eux (parents, enseignants, etc.), ils s'exposent joyeusement auprès de leurs pairs.

Danah Boyd note d'ailleurs dans sa thèse, [Sortie du contexte : la sociabilité des adolescents américains dans les espaces publics en réseaux \(.pdf\)](#), que lorsqu'on les interroge, les adolescents déclarent systématiquement qu'ils préféreraient des espaces physiques plutôt que virtuels de socialisation, mais sans contrôle parental...

Au final, et alors que les adultes doivent réapprendre à se comporter en public, du fait des changements induits par les technologies, les ados, eux, apprennent à se comporter en public grâce aux (et avec les) technologies.

Contrairement à ce que l'on entend souvent, ils n'ont pas particulièrement pour autant de facilités "*naturelles*" vis-à-vis des technologies, mais c'est effectivement souvent par leur truchement qu'ils apprennent, dans un monde d'adultes, à vivre ensemble, entre eux, et à être un peu seuls, tout simplement. Ce qui leur offre de nombreuses (et nouvelles) libertés mais aussi, et invariablement, angoisse leurs parents en particulier, et les adultes en général.

UNE GÉNÉRATION "ROCK'N ROLL"...

En 2007, la journaliste [Emily Nussbaum](#) (compagne de Clive Thompson, dont nous avons déjà évoqué le [Nouveau Monde de l'intimité numérique](#)) avait tiré un magnifique portrait de ces enfants du numérique, qui ont grandi de concert avec la numérisation de la société, et qui ont une toute autre approche de la vie privée.

Son article, intitulé "[Say everything](#)" (tout dire, en VF), et paru en février 2007 dans le *New York Magazine*, devrait être inscrit au programme de formation continue de tous les enseignants (et, bien évidemment, des parents). Le début est volontairement caricatural, la suite nettement plus stimulante :

"Les enfants d'aujourd'hui n'ont aucune pudeur, sentiment de honte, ni de vie privée. Ce sont des frimeurs, des putains de la célébrité, de petits vauriens pornographiques qui mettent en ligne leurs journaux intimes, numéros de téléphone, poésies stupides et photos cochonnes.

Ils ont plus d'amis virtuels que d'amis réels. Ils se parlent par messages instantanés et illettrés. Ils ne s'intéressent qu'à l'attention qu'ils peuvent engendrer, et pourtant, ils sont au degré zéro de la concentration, comme des colibris voletant d'une scène virtuelle à l'autre."

Pour mieux comprendre ce dont il retourne, elle a été voir [Clay Shirky](#), qui observe ce phénomène depuis qu'il a découvert le Net, en 1993, et qui enseigne le "*climat social*" au programme des télécommunications interactives de la New York University. Sa théorie a tout de la querelle des anciens et des modernes, et repose sur le postulat que nos comportements relèvent moins de la moralité que de la chronologie :

"Chaque fois que les jeunes sont autorisés à se livrer à des activités qui échappent aux anciens, ces derniers s'en trouvent amers. Qu'avions-nous ? Des centres commerciaux et des parkings ? Ce n'est rien en comparaison de ce à quoi ils ont accès, et nous en sommes malades.

Au-delà d'un certain âge, mettons 30 ans, il apparaît toujours surprenant que des pans entiers de notre vie puissent se retrouver en ligne. Mais ce n'est pas quelque chose que ceux qui ont moins de 30 ans ont à désapprendre. Si nous n'agissons pas comme eux, c'est parce que nous n'en avons pas la possibilité."

VERS LA CRÉOLISATION DES MÉDIAS

Si, pour les ados, il peut sembler plus important d'être vu que d'avoir du talent, on aurait tort, pour autant, de croire que leur horizon se limite à la télé-réalité et à la "peoplisation", souligne Emily Nussbaum :

"Nous discutons de quelque chose de plus radical parce que plus ordinaire : nous sommes au centre d'une vaste expérimentation psychologique, qui commence à peine à produire des résultats.

Un nombre considérable de jeunes gens partagent publiquement plus de données personnelles qu'aucune personne plus âgée ne l'a jamais fait, et ils semblent pourtant mystérieusement en bonne santé et normaux, et dotés d'une définition totalement différente de la vie privée.

De leur point de vue, le narcissisme, c'est la prudence extrême de l'ancienne génération. Comme le résume Kitty : oui, je suis nue sur l'Internet, mais j'ai toujours dit que je n'y mettrai jamais rien que je ne voudrais pas que ma mère puisse voir. Qu'est-ce que je risque ? Que quelqu'un retrouve ma photo dans 20 ans ? Autant faire de sorte qu'il s'agisse d'une belle photo !"

Filmés avant même que d'être nés, placés sous constante surveillance depuis par ceux qui les aiment ou sont chargés de les éduquer, ils se sont fait à l'idée que la vie privée est une illusion : vidéosurveillance, traçabilité des communications et paiements bancaires... la dématérialisation des procédures, et la numérisation de la société, font que nos traces sont dorénavant enregistrées et stockées, souvent par des entreprises privées, et généralement au nom de la loi.

"Il serait peut-être donc temps d'envisager la possibilité que ces jeunes, qui agissent comme si la vie privée n'existait pas, sont de fait des personnes saines, et que les plus aliénés ne sont pas ceux qu'on croit.

Pour quelqu'un comme moi, qui a grandi en fermant à clef mon journal intime, ça risque d'être difficile à accepter. Mais dans les circonstances actuelles, une attitude de déni consistant à garder les choses pour soi n'est peut-être pas très noble.

C'est peut-être un artefact, vieillot et naïf, comme de croire que la virginité rend les jeunes filles pures. Mais ceux qui ont grandi "en se montrant" ont aussi découvert que les bénéfices de la transparence valaient la peine d'être tentés."

Clay Shirky décrit cette fracture générationnelle en comparant le sabir, créé par des gens apprenant à communiquer en assemblant des mots et expressions de différentes langues, et le créole, qui est la langue parlée par les enfants de ceux qui parlent le sabir, et qui y imposent des règles et structures cohérentes.

Pour lui, nous assistons aujourd'hui à la " *créolisation des médias, et je ne pense pas qu'il s'agisse d'une métaphore. Je pense que cela peut aussi entraîner de réels changements neurologiques* " :

"Et quid de toutes ces choses que nous racontaient nos aînés au sujet du rock'n roll ? Ils ont tout déchiré. Le métissage, les adolescents libres de faire ce qu'ils veulent, la fin du mariage !"

UN NOUVEAU ROMANTISME

Cherchant à mieux appréhender ce qui a changé, Emily Nussbaum observe trois principales restructurations propres à ces individus sociaux, [résumées par François Guité](#), enseignant et spécialiste de l'internet, comme suit :

- 1. Ils se perçoivent comme ayant un auditoire.** C'est la conséquence logique d'une génération MySpace qui ne craint pas de s'afficher en ligne et de publier ses états d'âme.
- 2. Ils ont archivé leur adolescence.** Tout y est : textes, photos, vidéos, musique. Leur mémoire est non seulement consignée dans un album numérique, mais elle est partagée.
- 3. Leur carapace est plus épaisse que la nôtre.** Que ce soit dans la messagerie instantanée ou les blogues (le courrier électronique est une technologie de dinosaures), ils sont habitués au flaming (engueulades et insultes en ligne, Ndlr). Cela explique sans doute le peu de cas qu'ils font de « ta gueule! » et « va chier! ».

Pour eux, il ne sert à rien d'aller à une soirée si ce n'est pas, aussi, pour en faire des photos et les partager, ce en quoi ils ne sont pas très différents des générations d'avant, qui gardaient en Super8, VHS ou en photos papier les traces de leurs histoires.

La différence est que ces documents sont souvent partagés sur des réseaux sociaux, et non gardés chez soi, pour soi. Pour autant, cette " *extimité* " relève moins de l'exhibitionnisme qu'elle ne dépend des outils qu'ils utilisent (il est plus simple et moins coûteux de mettre ses photos en ligne que de les développer sur support papier) mais aussi voire surtout d'une forme de romantisme qui ne relève pas que de la crise d'adolescence, comme l'explique [Caitlin Oppermann](#), 17 ans, qui avait commencé à bloquer à l'âge de 12 ans :

"Si je ne l'efface pas, je serai toujours là. Ma génération aura accès à toute son histoire, nous pouvons documenter les choses si facilement. Je suis très sentimentale, je suis sûre que cela a quelque chose à voir avec ça."

Son ami Jakob Lodwick, co-fondateur de [Vimeo.com](#) (qui est à YouTube ce que la DVD est au VHS, en -gros- résumé) et de [CollegeHumor.com](#) (une sorte de Groland US, en bien plus geek), partage lui aussi cette vision romantique :

"En me mettant en ligne, j'ai reçu un peu d'attention, et je me sentais bien; c'était un réel retour sur investissement (...) Je filmais ce que je voyais et ce qui résonnait en moi. Je ne leur montrais pas ce que c'était que de sortir avec moi, mais ce que c'était que d'être moi."

Pour Jackson, note Emily Nussbaum, l'internet est un espace où le fait de se montrer les seins nus n'a pas grande importance, mais où tout un chacun peut se faire connaître, gagner de l'attention et de la réputation, en se montrant sous un jour un peu plus vulnérable. Dans le même temps, ceux qui y agissent comme des porcs seront aussi perçus comme des porcs.

MAIS QUID DES PERVERS ?

Ils sont certes plus ou moins conscients que ces documents et traces pourraient leur être un jour reprochés, par un employeur notamment -sans parler de la façon qu'auront leurs propres enfants de découvrir ces souvenirs, et les quelques frasques qu'ils n'auront pas effacées.

Mais le fait de s'exposer est d'abord et avant tout, comme dans la rue ou la cour de récréation, un moyen d'entrer en contact avec les autres, ou de maintenir et prolonger ce contact, de trouver un(e) petit(e) ami(e), d'être félicité pour la qualité des photographies, voire d'être repéré par un futur employeur... pourquoi dès lors faudrait-il s'en priver et ne se focaliser que sur le (faible) risque associé ? Jusqu'à preuve du contraire, on court plus de risque en sortant de chez soi, à pied ou en voiture, qu'en allant sur Facebook ou Flickr !

Depuis qu'ils communiquent, ils sont habitués à être confrontés à ce que danah boyd qualifie d'" *audiences invisibles*", à savoir tous ceux qui, sans être pour autant leurs "amis" à qui sont destinés, a priori, ce qu'ils mettent en ligne, n'en peuvent pas moins en devenir les lecteurs, critiques ou laudateurs... et donc aussi les "juger", plutôt que seulement les lire ou les regarder.

Ils ont ainsi appris à moduler leur ton pour s'adresser à ces différents types d'auditeurs, sachant également qu'un message instantané ou un email peuvent être copiés/collés et qu'un chat peut être archivé : "*cette façon de communiquer oblige les gens à être constamment conscient du fait que tout ce qu'ils publient pourra, et sera, retenu contre eux*".

En ce sens, les adolescents sont confrontés aux mêmes types de problèmes et précautions que les hommes politiques et les "people" : ils sont, eux aussi, devenus -au sens littéral- des personnalités publiques. A ce titre, ils ont aussi adopté les mêmes réflexes que les célébrités, et savent donc qu'il vaut mieux tenter de profiter de l'attention de ceux qui s'intéressent à vous, mais aussi devancer l'appel en contrôlant votre communication plutôt que de voir quelqu'un d'autre le faire à votre place, et donc risquer d'en faire les frais.

A l'instar des personnalités publiques, les ados doivent également apprendre à être jugés, mal compris, caricaturés, critiqués... Le sexe n'étant pas l'apanage des célébrités, certaines jeunes filles anonymes ont ainsi elles aussi droit à "*leur*" sex-tape, mise en ligne par leur ex-petit ami généralement, profitant du fait que 10 à 20% des jeunes reconnaissent avoir déjà envoyé des photos (ou "*sextos*") d'eux, nus, sur le Net ou via leurs téléphones mobiles.

Mises à nues sur les réseaux, certaines décident de s'en déconnecter, pour ne plus risquer d'être confrontées à cette "*mauvaise réputation*" qui leur collerait au Net. D'autres pourraient décider d'en profiter, pour faire parler d'elles, ou gagner de l'argent, mais cela semble encore rester l'apanage des seuls "*people*" type Paris Hilton. D'autres enfin décident plus simplement que le plus important, c'est d'apprendre à vivre avec, comme cela se passe à l'occasion de n'importe quel autre type d'agression, et de garder sa dignité.

Il n'est pas inutile, cela dit, de rappeler que le nombre de violences sexuelles dues à l'exposition de soi sur le Net est infime en comparaison du nombre d'agressions sexuelles (notamment dans les sphères intra-familiales) auxquelles les jeunes peuvent être confrontés "*IRL*" (dans "*leur vraie vie*", pour reprendre l'acronyme consacré sur le Net).

Par contre, elles font l'objet de toutes les attentions médiatiques, au point de devenir un nouveau "[marronnier journalistique](#)" habilement exploité par ceux qui voient d'un mauvais oeil ces nouvelles libertés que s'arrogent les jeunes ou qui, faute de savoir utiliser le Net ou d'en comprendre les tenants et aboutissants, ont peur des réseaux, tout simplement.

Emily Nussbaum note ainsi justement que la quasi-totalité des personnes de plus de 40 ans, dès lors qu'on leur parle de l'internet, sont littéralement obsédés par le fait qu'il serait infesté de pédophiles, et qu'elles n'ont qu'une idée en tête : "*Mais quid des pervers ?*"... Les adolescents sont habitués à cette vision particulièrement anxiogène et caricaturale de l'univers dans lequel ils vivent, et préfèrent généralement en rigoler, ce qui ne les empêche aucunement de penser que ceux qui caricaturent ainsi le Net, et donc leur vie, ne sont jamais que des "*vieux cons*"...

Au-delà de cette diabolisation qui ne fait qu'entraver ou retarder le fait d'entrer de plain-pied dans la société de l'information, danah boyd souligne que cette peur de l'espace public qu'est le Net, et ce désir de contrôler la vie des adolescents, empêchent les parents de donner à leurs enfants les outils susceptibles de les aider à aborder leur transition vers le monde des adultes, et peut s'avérer contre-productif : "*les restrictions et mesures de contrôle maximum infantilisent les adolescents, les rendant plus dépendants, voire haineux, des adultes et de leur monde*".

IL FAUT SAVOIR CHOISIR SON CAMP

[GenderIT.org](#), site créé par le réseau féministe de l'Association pour le progrès des communications (APC) (voir [Prohibition 2.0 : qu'est-ce qu'un contenu préjudiciable ?](#)), s'en est largement fait l'écho à l'occasion de sa couverture du [Forum de la gouvernance Internet](#) (IGF) des Nations Unies qui s'est tenu à Sharm El Sheikh en novembre 2009.

On aurait pu attendre de la table ronde consacrée à [la protection et la sécurité des enfants sur l'internet](#) qu'elle mette en avant, classiquement, mesures de filtrage gouvernemental, et contrôle parental.

[A contrario](#), Dorothy Attwood, vice-présidente des politiques publiques et responsable des questions de vie privée chez AT&T, y déclara que la maltraitance des enfants et la violation de la

vie privée avaient ceci de similaires qu'elles ne peuvent pas être réglées par un contrôle accru des flux d'information : "*bloquer et contrôler l'information ne sont que des moyens fractionnés de traiter le problème, la solution ne peut pas consister à ajouter de nouveaux contrôles parentaux*".

Pour elle, apprendre à gérer ses données et à "*orienter*" son identité en ligne sont des compétences essentielles que les enfants doivent apprendre dès qu'ils abordent l'internet : "*nous devons tous connaître nos responsabilités et nos droits dans les espaces en ligne*". Et pour cela, mieux vaut être créatif plutôt que menaçant, proposer aux enfants des jeux et usages tirant les technologies (et leurs usages) vers le haut, plutôt que de les menacer, leur faire peur, ou chercher à les contrôler.

Alors que les médias agitent régulièrement le chiffon rouge du "*sexting*" (voir "[Le sexting, c'est \(nor\)mal](#)"), un autre intervenant déclarait, lui, que "*les jeunes en sont vraiment blasés*", témoignant bien du décalage existant entre la perception fantasmatique des "*adultes*" et la réalité de ce que vivent les jeunes sur l'Internet, [comme l'écrit](#) Maya Ganesh, jeune journaliste de GenderIT :

"Pourquoi les responsables n'écoutent-ils pas les enfants au lieu de se contenter d'en parler ? Pourquoi n'a-t-on pas entendu la perspective des jeunes et pourquoi n'y avait-il pas de représentants des jeunes à ce panel ?

Si les jeunes sont effectivement blasés au sujet du sexting ou excités par les possibilités sexuelles en ligne (les jeunes de chaque génération se sont-ils pas excités par ces possibilités ?), pourquoi les adultes ne peuvent-ils pas le comprendre plutôt que de donner une image générale de victimisation à la sexualité des enfants ?

Alors que la pornographie en ligne peut faire courir un danger aux enfants, le risque le plus important n'est-il pas celui des abus sexuels à la maison par des adultes connus ? Ne risque-t-on pas de jeter le bébé avec l'eau du bain en créant ce genre de binarisation ? Pourquoi les risques en ligne et hors ligne sont-ils séparés ?"

[Wieke Vink](#), 18 ans, membre de la Youth Coalition, une ONG internationale réunissant des jeunes de 15 à 29 ans militant pour le droit à la sexualité et à la reproduction des jeunes, ne cache pas, elle non plus, [sa consternation](#) devant tant d'infantilisation :

"Quand il y a un problème de connexion internet à la maison, ce ne sont pas mes grands-parents qui le réparent, pas plus que mon père ni ma mère. C'est mon petit ami. Ce sont mes frères. C'est moi. Nous sommes la première génération à avoir grandi à l'ère numérique, dans un vaste monde en réseau ("world wide web" en VO) où Wikipedia est notre bibliothèque, et Skype notre téléphone.

En matière d'Internet, ce ne sont pas nécessairement les parents qui éduquent leurs enfants, mais nous qui leur expliquons ce qu'est YouTube ou Facebook. Nous devons reconnaître que

l'Internet est un endroit où les gens se réunissent, partagent et se connectent – et les jeunes sont à l'avant-garde de tout cela.

J'étais donc ravi de voir que l'IGF consacraient nombre de ses panels aux questions relatives aux enfants et aux jeunes, jusqu'à ce que je découvre que les ateliers sur la protection des droits des enfants n'évoquaient quasi-exclusivement que les problèmes tels que les abus sexuels, et que les panelistes avaient tous plus de 50 ans.

Comment se fait-il que la majeure partie des débats au sujet de l'internet et de la sexualité sont empreints de négativité, truffés de mots tels que "filtrage, pédo-pornographie et contenus obscènes" ?

Les jeunes, tout comme n'importe quels autres êtres humains, sont curieux dès qu'il s'agit de sexualité. Et laissez-moi vous dire qu'il y a beaucoup de sexe sur le Net -tout comme il y avait probablement un exemplaire de Playboy sous le lit de mon père. Et c'est très bien. C'est normal. C'est naturel. C'est sain."

Relatant deux autres tables rondes de l'IGF, sur la vie privée et la gouvernance de l'Internet, Jac SM Kee, artiste et féministe malaysienne responsable de TakeBackTheTech ("Réapproprie-toi la technologie!"), campagne de l'APC incitant "à prendre le contrôle de la technologie pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes", note ainsi que la situation pourrait bien s'inverser :

"Où est le problème? Un exemple a été donné lors de la séance d'hier au sujet d'une enseignante stagiaire qui a placé sur un site de réseautage social une photo d'elle-même tenant une tasse en plastique avec la légende « pirate ivre ». Par la suite, elle n'a pas pu trouver un emploi comme enseignante car, surprise, ils ont tapé son nom sur Google, ont trouvé la photo et ont porté un jugement. Le dernier point est important, car comme l'a fait remarquer Wolfgang Kleinwächter (professeur à l'université d'Aarhus au Danemark, et expert reconnu des questions de régulation de l'internet, ndlr), les normes changent.

Ceux qui prendront les décisions à l'avenir seront des gens élevés avec les plateformes de réseautage social. Ils penseront peut-être que le fait de ne pas avoir une photo de vous quelque part lorsque vous étiez jeune est une bonne raison de ne pas vous engager. Il ne faut donc pas prendre ces leçons trop au pied de la lettre.

J'ai bien aimé cet argument car il complique une hypothèse en reconnaissant que les enfants ont une responsabilité et un pouvoir – ils sont plus que des victimes sans défense qui ont besoin de protection ou « d'éducation ».

Wolfgang a parlé du fait que les données personnelles constituent une identité et que chacun a la responsabilité de gérer sa propre identité. C'est un bien qui nous appartient et ne peut pas appartenir à quelqu'un d'autre, même si ce bien est stocké ou situé ailleurs. Il incombe donc à chacun de décider de ce qu'il faut faire de son identité, qui ne peut pas être déléguée à

quelqu'un d'autre, comme l'État (par la régulation) ou une entité privée (par des contrats ou l'application de solutions technologiques). (...)

La capacité d'exercer autant de contrôle que possible sur mes données personnelles est l'aspect le plus fondamental des approches qui seront adoptées pour protéger la vie privée. Si je ne peux pas contrôler ce qui arrive à mon corps, je n'ai pas de « droit à la vie privée »."

Tout comme on ne peut empêcher les adolescents d'avoir leur propre sexualité, il est vain de chercher à vouloir les empêcher de s'ébattre sur le Net. Et de même que les cours d'éducation sexuelle ne se limitent pas à l'évocation des MST, du sida, des agressions sexuelles et des grossesses non désirées, il serait bon de commencer à envisager la possibilité de ne plus ni diaboliser le Net, ni d'infantiliser les internautes adolescents (d'autant qu'ils en savent souvent bien plus que les adultes).

La question de savoir à quoi le Net peut bien servir ne se pose pas pour eux : leurs amis sont connectés, c'est plutôt marrant, il y a plein de choses à y faire et à y apprendre qu'on ne trouve pas ailleurs, ou qu'on ne peut pas faire autrement, c'est du spectacle, mais aussi de la vie en société, voire en communauté, on peut s'y exprimer librement, et être entendu, écouté, commenté...

D'ailleurs, pour Emily Nussbaum, la question est moins de savoir s'ils ont raison, ou non : "*bien sûr, tous les changements sociaux entraînent des dommages collatéraux. Mais la vraie question est, comme avec toute révolution, de savoir choisir son camp.*"

EDUCATION

Les grandes écoles incitées à repenser leurs concours

LE MONDE | 07.01.10 |

Le concours d'entrée aux grandes écoles est apparu ces derniers jours comme l'ennemi numéro un de l'égalité des chances en France. Depuis que les écoles de management et les écoles d'ingénieurs ont fait savoir qu'elles ne voulaient pas entendre parler d'un quota de 30 % de boursiers par école (*Le Monde* du 5 janvier), les critiques tombent comme des halberdes sur la citadelle de l'élitisme étudiant, et notamment sur la porte qui en protège l'accès : le concours d'entrée.

Pour les contempteurs de celui-ci, le fait qu'il vérifie, notamment, la maîtrise des langues vivantes ou la culture générale rend ce concours trop discriminant socialement pour permettre une réelle ouverture des écoles.

Un jeune, qui a pu effectuer des séjours linguistiques, fréquenter les musées ou la bibliothèque familiale, a plus de chances de réussir un concours de grande école que celui qui a grandi dans

un milieu défavorisé. Dans un rapport rédigé en 2007, le sénateur Yannick Bodin (Seine-et-Marne, PS) rappelait que la démocratisation des grandes écoles s'est interrompue dans les années 1980. *"Alors que 29 % des élèves de ces écoles étaient d'origine "populaire" au début des années 1950, ils ne sont plus que 9 % quarante ans plus tard"*, écrivait-il en se référant à une étude de 1995 portant sur les plus prestigieuses d'entre elles.

Fort du constat que *"le contenu même des épreuves peut entraîner une certaine discrimination (sociale)"*, Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, et Valérie Pécresse, son homologue chargée de l'enseignement supérieur, assurent qu'il faut *"réfléchir aux contenus des concours"*.

Pour l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), il faut aller plus loin : *"la sacro-sainte sélection à l'entrée des écoles, il faut aujourd'hui la faire voler en éclats"*, a affirmé Jean-Baptiste Prévost, président de la première organisation étudiante.

La Conférence des grandes écoles (CGE), qui a signé le texte à l'origine de la polémique, se montre conciliante. Parallèlement à la mission confiée par le gouvernement, le 23 novembre, aux deux inspections du ministère de l'éducation nationale sur cette même question, le CGE a lancé sa propre enquête pour établir un état des lieux des *"épreuves supposées "socialement" sélectives"*. Un protocole d'analyse a été adopté avec les six principaux opérateurs de concours afin de décortiquer les palmarès des cinq années passées.

"Nous attendons les résultats pour le deuxième trimestre, explique Pierre Aliphath, délégué général de la CGE. Ils serviront de base à la réflexion sur les concours : faudra-t-il modifier certaines épreuves, certains coefficients ? Faudra-t-il supprimer des épreuves, en ajouter de nouvelles ? Tout est ouvert. "Tout, mais "sans sacrifier l'ambition intellectuelle", prévient la CGE.

Au reste, même si beaucoup d'écoles se contentent encore d'un recrutement classique, elles sont nombreuses à avoir bougé. L'INSA de Lyon, école d'ingénieurs réputée, fait passer des *"entretiens construits"*. Ce dispositif qui avait été abandonné a été rétabli il y a quelques années malgré son coût (100 euros par entretien) parce qu'il permet de *"mesurer autre chose que les résultats scolaires, explique Alain Storck, le directeur de l'INSA : la motivation, la capacité à exercer le métier d'ingénieur, etc."*.

"Franchir le premier cap"

Ces entretiens sont conduits par un psychologue, un industriel et un enseignant. L'an dernier, 1 500 ont été organisés. Ils concernaient, notamment, la centaine de lycéens issus de milieux défavorisés qui postulent via les partenariats noués entre l'INSA et quelques lycées. L'institut a également mis en place une filière consacrée aux bacheliers technologiques. Un levier pour accroître son pourcentage de boursiers, puisque les filières les moins prisées du secondaire sont aussi celles qui accueillent le plus de jeunes défavorisés.

L'Ecole normale supérieure de Cachan a, elle, repoussé les épreuves de français et de langues étrangères de l'admissibilité à l'admission, afin de *"donner plus de chance"* aux jeunes qui n'ont pas bénéficié du *"capital culturel qui dépend du milieu"* de *"franchir le premier cap"* de la sélection. L'école a également mis en place une grande variété de concours d'entrée, selon l'origine scolaire des candidats et la formation qu'ils envisagent. *"Nous allons chercher les étudiants là où ils sont, explique Jean-Yves Mérindol, directeur. Cela entraîne de la diversité. Et évite un phénomène de concentration sur les seules prépas d'élite, où l'on retrouve peu de boursiers."*

Autre approche, l'école de management de Bordeaux (BEM) conserve, à côté de son concours classique après prépa, un recrutement sur titres (brevet de technicien supérieur, diplôme d'institut universitaire de technologie...) accompagné de *"tests de logique ou d'analyse de textes d'actualité, par exemple, afin de vérifier d'autres compétences que celles purement scolaires"*, explique Philip McLaughlin, directeur général de BEM.

Mieux tenir compte de la personnalité du candidat, tel est l'enjeu. *"Il faudrait réfléchir à des épreuves qui valoriseraient l'intensité du parcours du jeune, son mérite réel, assure Valérie Péresse au Monde. Le parcours accompli par un jeune qui n'a pu être aidé par ses parents, qui a été scolarisé en ZEP, est d'une intensité plus grande."* Pour la ministre, cependant, ce sont les épreuves orales qu'il faut aménager, pas les épreuves écrites, *"barrière académique importante"*. Selon elle, d'ailleurs, *"toutes les matières sont socialement discriminantes"*. Qu'il s'agisse des mathématiques ou de la maîtrise de la langue. *"Nous avons été trop laxistes sur l'orthographe, la grammaire ou les apprentissages de culture générale"*, regrette-t-elle. Et c'est donc dès le lycée ou le collège qu' *"il faut repérer les talents, comme cela se faisait sous la III^e République, et les faire grandir"*.

Elle promet également *"une charte pour l'égalité des chances"* qui sera signée avec les grandes écoles et un développement de l'apprentissage en leur sein.

De fait, l'évolution des concours ne suffira pas, prévient Jean-Yves Mérindol. *"Le concours, c'est la cerise sur le gâteau, dit-il. C'est tout le système qu'il faut regarder et mettre en place un ensemble de mesures. L'élément le plus profond, c'est la concentration sociale : les grandes écoles les plus prestigieuses recrutent leurs étudiants dans un nombre limité de prépas d'élite, concentrant le plus souvent une population parisienne où l'on trouve peu de boursiers. Pour eux, le concours ne joue qu'un rôle de validation. Donc, si l'on se contente de changer le concours, les prépas d'élite s'y adapteront. Elles sont organisées pour ça. Et elles le font bien."*

Benoît Floc'h

SOCIETE

Point de vue

Eloge de la métamorphose, par Edgar Morin

LE MONDE | 09.01.10 |

Quand un système est incapable de traiter ses problèmes vitaux, il se dégrade, se désintègre ou alors il est capable de susciter un meta-système à même de traiter ses problèmes : il se métamorphose. Le système Terre est incapable de s'organiser pour traiter ses problèmes vitaux : périls nucléaires qui s'aggravent avec la dissémination et peut-être la privatisation de l'arme atomique ; dégradation de la biosphère ; économie mondiale sans vraie régulation ; retour des famines ; conflits ethno-politico-religieux tendant à se développer en guerres de civilisation.

L'amplification et l'accélération de tous ces processus peuvent être considérées comme le déchaînement d'un formidable feed-back négatif, processus par lequel se désintègre irrémédiablement un système.

Le probable est la désintégration. L'improbable mais possible est la métamorphose. Qu'est-ce qu'une métamorphose ? Nous en voyons d'innombrables exemples dans le règne animal. La chenille qui s'enferme dans une chrysalide commence alors un processus à la fois d'autodestruction et d'autoreconstruction, selon une organisation et une forme de papillon, autre que la chenille, tout en demeurant le même. La naissance de la vie peut être conçue comme la métamorphose d'une organisation physico-chimique, qui, arrivée à un point de saturation, a créé la méta-organisation vivante, laquelle, tout en comportant les mêmes constituants physico-chimiques, a produit des qualités nouvelles.

La formation des sociétés historiques, au Moyen-Orient, en Inde, en Chine, au Mexique, au Pérou constitue une métamorphose à partir d'un agrégat de sociétés archaïques de chasseurs-cueilleurs, qui a produit les villes, l'Etat, les classes sociales, la spécialisation du travail, les grandes religions, l'architecture, les arts, la littérature, la philosophie. Et cela aussi pour le pire : la guerre, l'esclavage. A partir du XXI^e siècle se pose le problème de la métamorphose des sociétés historiques en une société-monde d'un type nouveau, qui engloberait les Etats-nations sans les supprimer. Car la poursuite de l'histoire, c'est-à-dire des guerres, par des Etats disposant des armes d'anéantissement, conduit à la quasi-destruction de l'humanité. Alors que, pour Fukuyama, les capacités créatrices de l'évolution humaine sont épuisées avec la démocratie représentative et l'économie libérale, nous devons penser qu'au contraire c'est l'histoire qui est épuisée et non les capacités créatrices de l'humanité.

L'idée de métamorphose, plus riche que l'idée de révolution, en garde la radicalité transformatrice, mais la lie à la conservation (de la vie, de l'héritage des cultures). Pour aller vers la métamorphose, comment changer de voie ? Mais s'il semble possible d'en corriger certains maux, il est impossible de même freiner le déferlement techno-scientifico-économico-civilisationnel qui conduit la planète aux désastres. Et pourtant l'Histoire humaine a souvent changé de voie. Tout commence, toujours, par une innovation, un nouveau message déviant, marginal, modeste, souvent invisible aux contemporains. Ainsi ont commencé les grandes religions : bouddhisme, christianisme, islam. Le capitalisme se développa en parasite des sociétés féodales pour finalement prendre son essor et, avec l'aide des royautes, les désintégrer.

La science moderne s'est formée à partir de quelques esprits déviants dispersés, Galilée, Bacon, Descartes, puis créa ses réseaux et ses associations, s'introduisit dans les universités au XIX^e siècle, puis au XX^e siècle dans les économies et les Etats pour devenir l'un des quatre puissants moteurs du vaisseau spatial Terre. Le socialisme est né dans quelques esprits autodidactes et marginalisés au XIX^e siècle pour devenir une formidable force historique au XX^e. Aujourd'hui, tout est à repenser. Tout est à recommencer.

Tout en fait a recommencé, mais sans qu'on le sache. Nous en sommes au stade de commencements, modestes, invisibles, marginaux, dispersés. Car il existe déjà, sur tous les continents, un bouillonnement créatif, une multitude d'initiatives locales, dans le sens de la régénération économique, ou sociale, ou politique, ou cognitive, ou éducationnelle, ou éthique, ou de la réforme de vie.

Ces initiatives ne se connaissent pas les unes les autres, nulle administration ne les dénombre, nul parti n'en prend connaissance. Mais elles sont le vivier du futur. Il s'agit de les reconnaître, de les recenser, de les collationner, de les répertorier, et de les conjuguer en une pluralité de chemins réformateurs. Ce sont ces voies multiples qui pourront, en se développant conjointement, se conjuguer pour former la voie nouvelle, laquelle nous mènerait vers l'encore invisible et inconcevable métamorphose. Pour élaborer les voies qui se rejoindront dans la Voie, il nous faut nous dégager d'alternatives bornées, auxquelles nous contraint le monde de connaissance et de pensée hégémoniques. Ainsi il faut à la fois mondialiser et démondialiser, croître et décroître, développer et envelopper.

L'orientation mondialisation/démon-dialisation signifie que, s'il faut multiplier les processus de communication et de planétarisation culturelles, s'il faut que se constitue une conscience de "Terre-patrie", il faut aussi promouvoir, de façon démondialisante, l'alimentation de proximité, les artisanats de proximité, les commerces de proximité, le maraîchage périurbain, les communautés locales et régionales.

L'orientation "croissance/décroissance" signifie qu'il faut faire croître les services, les énergies vertes, les transports publics, l'économie plurielle dont l'économie sociale et solidaire, les aménagements d'humanisation des mégapoles, les agricultures et élevages fermiers et biologiques, mais décroître les intoxications consommationnistes, la nourriture industrialisée, la production d'objets jetables et non réparables, le trafic automobile, le trafic camion (au profit du ferroutage).

L'orientation développement/enveloppement signifie que l'objectif n'est plus fondamentalement le développement des biens matériels, de l'efficacité, de la rentabilité, du calculable, il est aussi le retour de chacun sur ses besoins intérieurs, le grand retour à la vie intérieure et au primat de la compréhension d'autrui, de l'amour et de l'amitié.

Il ne suffit plus de dénoncer. Il nous faut maintenant énoncer. Il ne suffit pas de rappeler l'urgence. Il faut savoir aussi commencer par définir les voies qui conduiraient à la Voie. Ce à

quoi nous essayons de contribuer. Quelles sont les raisons d'espérer ? Nous pouvons formuler cinq principes d'espérance.

1. Le surgissement de l'improbable. Ainsi la résistance victorieuse par deux fois de la petite Athènes à la formidable puissance perse, cinq siècles avant notre ère, fut hautement improbable et permit la naissance de la démocratie et celle de la philosophie. De même fut inattendue la congélation de l'offensive allemande devant Moscou en automne 1941, puis improbable la contre-offensive victorieuse de Joukov commencée le 5 décembre, et suivie le 8 décembre par l'attaque de Pearl Harbor qui fit entrer les Etats-Unis dans la guerre mondiale.

2. Les vertus génératrices/créatrices inhérentes à l'humanité. De même qu'il existe dans tout organisme humain adulte des cellules souches dotées des aptitudes polyvalentes (totipotentes) propres aux cellules embryonnaires, mais inactivées, de même il existe en tout être humain, en toute société humaine des vertus régénératrices, génératrices, créatrices à l'état dormant ou inhibé.

3. Les vertus de la crise. En même temps que des forces régressives ou désintégratrices, les forces génératrices créatrices s'éveillent dans la crise planétaire de l'humanité.

4. Ce à quoi se combinent les vertus du péril : *"Là où croît le péril croît aussi ce qui sauve."* La chance suprême est inséparable du risque suprême.

5. L'aspiration multimillénaire de l'humanité à l'harmonie (paradis, puis utopies, puis idéologies libertaire /socialiste/communiste, puis aspirations et révoltes juvéniles des années 1960). Cette aspiration renaît dans le grouillement des initiatives multiples et dispersées qui pourront nourrir les voies réformatrices, vouées à se rejoindre dans la voie nouvelle.

L'espérance était morte. Les vieilles générations sont désabusées des faux espoirs. Les jeunes générations se désolent qu'il n'y ait plus de cause comme celle de notre résistance durant la seconde guerre mondiale. Mais notre cause portait en elle-même son contraire. Comme disait Vassili Grossman de Stalingrad, la plus grande victoire de l'humanité était en même temps sa plus grande défaite, puisque le totalitarisme stalinien en sortait vainqueur. La victoire des démocraties rétablissait du même coup leur colonialisme. Aujourd'hui, la cause est sans équivoque, sublime : il s'agit de sauver l'humanité.

L'espérance vraie sait qu'elle n'est pas certitude. C'est l'espérance non pas au meilleur des mondes, mais en un monde meilleur. L'origine est devant nous, disait Heidegger. La métamorphose serait effectivement une nouvelle origine.

Sociologue et philosophe. Né en 1921, est directeur de recherches émérite au CNRS, président de l'Agence européenne pour la culture (Unesco) et président de l'Association pour la pensée

complexe. En 2009, il a notamment publié "Edwige, l'inséparable" (Fayard). A lire également, "La Pensée tourbillonnaire - Introduction à la pensée d'", de Jean Tellez (éditions Germina)

Article paru dans l'édition du 10.01.10

CULTURE

Numérisation des livres : les préconisations du rapport Tessier

LE MONDE | 12.01.10 |

Le rapport Tessier sur *"la numérisation du patrimoine écrit"*, remis mardi 12 janvier au ministre de la culture, répond à plusieurs urgences. Après les polémiques nées de l'annonce de discussions entre la Bibliothèque nationale de France (BNF) et le moteur de recherche américain Google sur la numérisation des livres, il s'agissait de trouver des solutions. Mais aussi de rendre plus visible le patrimoine écrit français sur la Toile dans un monde dominé par l'anglais, et d'organiser la filière numérique du livre pour éviter la catastrophe vécue par le secteur musical.

Le rapport dresse d'abord un état des lieux des bibliothèques numériques. Avec des moteurs de recherche et des référencement inégaux: d'un côté, Google a scanné 10 millions de livres, de l'autre, Gallica donne accès à 900 000 documents dont 145 000 livres. Les rapporteurs constatent ainsi que la seule version du Rouge et le Noir de Stendhal aisément consultable provient du géant américain.

Quant à la bibliothèque numérique Europeana, elle n'est aujourd'hui qu'un *"portail de consultation"*. Du côté des éditeurs français, enfin, on ne dispose que de 40 000 titres numérisés.

Dans ces conditions, comment faire face à la numérisation de masse qui s'annonce ? Le rapport liste les accords de numérisation signés par Google avec sept bibliothèques européennes, dont celle de Lyon, et estime qu'ils sont inadaptés par rapport aux missions des bibliothèques, tant du point de vue de la conservation du patrimoine que de l'accessibilité par le grand public. Le rapport juge notamment excessif *"la durée des clauses d'exclusivité"* qui lient les bibliothèques avec Google – 25 ans à Lyon.

NÉGOCIER AVEC GOOGLE

Du côté des solutions, le rapport propose trois pistes d'action. D'abord, partir de Gallica, l'outil de la BNF, qui dispose d' *"un savoir-faire reconnu en matière de numérisation de masse"* mais l'améliorer *"en réformant profondément son pilotage et ses fonctionnalités"*.

Ensuite, le rapport se prononce en faveur de partenariats public-privé et propose d'ouvrir des négociations avec Google, l'acteur dominant du marché. Il réclame *"une autre forme de partenariat, fondé sur l'échange équilibré de fichiers numérisés, sans clause d'exclusivité"*. Un accord *"pourrait viser, non pas à faire prendre en charge l'effort de numérisation mais à le partager, en échangeant des fichiers de qualité équivalente et de formats compatibles"*.

Chaque partenaire resterait libre de disposer des fichiers obtenus par l'échange. Ainsi les livres français seraient référencés dans Google Livres, mais la plate-forme nationale serait enrichie par les ouvrages numérisés par Google. Contactés par téléphone, les responsables de Google France n'ont à ce stade pas souhaité réagir.

La troisième piste est la relance d'une dynamique européenne, en lien avec les autres bibliothèques et un renforcement d'Europeana.

Enfin, pour aider les éditeurs à s'adapter au numérique, le rapport préconise aussi la création d'*"une entité coopérative réunissant les bibliothèques publiques patrimoniales et les éditeurs"*. Elle permettrait la mise en place d'une plate-forme commune où les internautes auraient accès à l'ensemble des livres numérisés.

Pour bénéficier des aides de l'Etat à la numérisation, chaque éditeur devra y déposer ses fichiers, autoriser leur indexation et leur consultation par le public, mais les éditeurs pourront garder la maîtrise des conditions d'exploitation commerciale des fichiers.

Alain Beuve-Méry

SOCIETE

La généralisation du téléphone mobile transforme-t-elle les comportements ?

LEMONDE.FR | 15.01.10

La manière dont on utilise son téléphone mobile a longtemps été influencée par les différences culturelles, explique [The Economist](#), mais "l'esprit des machines" n'est-il pas en train de réduire ces différences ?

Si les technologies ont tendances à être mondiales, elles sont aussi des marqueurs de différences culturelles car les usages sont loin d'être parfaitement homogènes. C'est le cas des téléphones mobiles notamment. Tout d'abord, on ne parle pas d'eux de la même manière selon l'endroit d'où on en parle : on parle de Mobiles en Allemagne ou en Espagne pour désigner des appareils qui s'inscrivent dans l'itinérance ; on parle d'*Handys*, de *Kännykät* ou de *Sho Ji*, en Allemagne, Finlande et Chine pour désigner ses appareils qui tiennent dans la main, soulignant ainsi leur

fonctionnalité. Les Japonais parlent de *Ketai* pour désigner ces appareils qu'on peut emporter avec soi. Les *Cellular* américains traduisent une vision plus technologique. "*Ces distinctions sont révélatrices d'objets qui, en l'espace d'une décennie, sont devenus aussi essentiels au fonctionnement de l'homme qu'une paire de chaussures.*"

COMMENT LA CULTURE DÉTERMINE DES PRATIQUES DIFFÉRENTES ?

En 10 ans, on est passé de 500 millions de mobiles à 4,6 milliards. Si dans les pays riches on trouve plus d'abonnements que d'habitants, force est de constater que plus de la moitié des habitants des pays pauvres sont désormais équipés en téléphones mobiles, donnant une toute autre configuration à la question de la fracture numérique.

Le temps d'utilisation moyen est en progression : nous sommes passés de 174 minutes de télécommunication par mois en 2000 depuis nos mobiles à quelques 261 minutes en 2009, sans compter l'explosion de l'usage des SMS ou des échanges d'images ou de vidéos. Et la révolution des téléphones permettant de se connecter à l'internet et de télécharger des applications est encore appelée à bouleverser nos modes d'utilisation de ces appareils. Morgan Stanley ne vient-il pas de souligner que l'internet mobile était en train de nous faire entrer dans un nouveau cycle technologique ?

Ces tendances mondiales masquent pourtant des différences régionales parfois encore assez contrastées. "*La culture influe sur le mode de vie et le mode de vie influence la façon dont nous communiquons*", rappelle Vittorio Colao, le patron de Vodafone. Les technologies sont "*à la fois constitutives et construites par des facteurs historiques, sociaux et des contextes culturels*", explique l'anthropologue Mimi Ito, auteure d'un livre sur la sous-culture mobile au Japon. Pour elle, le boom des services mobiles au Japon, lancé notamment par l'i-mode est à relier au harcèlement social que subissent les adolescents : la société japonaise laisse peu de place pour les conversations privées et l'usage du téléphone en public, même dans les transports en commun, y est très mal vu, quand il n'est pas puni par la loi. Cela explique en partie le développement de services de données mobiles, d'autant que l'écriture japonaise permet d'afficher davantage d'information sur un écran de petite taille que les langues qui utilisent l'alphabet romain. En 2009, les Japonais ne conversaient en moyenne que 133 minutes sur leur téléphone (bien moins que la moyenne mondiale et même bien moins qu'en 2002, où ils conversaient 181 minutes en moyenne). Ils compensent par une frénésie textuelle : certains opérateurs ont des moyenne de quelque 1000 SMS par mois par abonnés ! "*Pas étonnant que les adolescents de Tokyo aient été appelés la "génération du pouce".*"

Les Allemands sont également économes : ils parlent en moyenne seulement quelque 89 minutes par mois, mais la raison en incombe surtout au prix des communications mobiles. En revanche, les Américains passent quelque 788 minutes à parler sur leurs mobiles ! Outre le biais statistique (les abonnés paient aussi pour les appels entrants), l'une des explications repose sur le fait que les conversations téléphoniques sont peu chères et qu'ils privilégient les transports individuels leur permettant de s'affranchir des règles sociales. Le record est détenu par les Portoricains (1875 minutes !) grâce à des tarifs imbattables et au fait que le pays soit un noeud du routage des appels internationaux.

Les différences comportementales dans l'utilisation du mobile ont longtemps été une question de culture, explique la sociologue Amparo Lasèn de l'[université d'informatique de Madrid](#) et du groupe de recherche [CiberSomosAguas \(blog\)](#) qui a comparé l'usage du mobile en Europe, montrant que Parisiens et Madrilènes se sentaient plus libres de parler dans la rue dans les années 2000 que les Londoniens. Les comportements sont différents : en Espagne, les utilisateurs désactivent massivement leur messagerie vocale, considérant qu'il est impoli de laisser un message sans réponse, même si l'appel dérange. Ces variations reflètent les différences d'utilisation traditionnelles de l'espace urbain, estime Mme Lasèn. En Chine également on laisse rarement un appel sans réponse, alors qu'en Ouzbékistan on ne répond jamais à un appel en public. On note également des différences dans les façons de porter les téléphones explique [Younghee Jung](#), designer chez Nokia. Les t-shirts des hommes en Inde se sont dotés de poches pour accueillir de petits téléphones, alors que les femmes les portent dans des sacs colorés, plus pour les protéger et prolonger leur valeur de revente que pour être à la mode. Au Japon, on le personnalise aussi facilement qu'on en change. Les travailleurs en ont d'ailleurs souvent deux : l'un privé, l'autre pour le travail. Les managers latino-américains aussi en ont plusieurs, mais plutôt pour démontrer l'importance d'être connecté.

Reste à savoir si ces différences sont en train de céder la place à une culture mondiale et globale ? Si ces différences culturelles vont persister ou au contraire si elles vont avoir tendance à s'estomper ?

VERS UNE GLOBALISATION DES COMPORTEMENTS ?

Cette question a suscité quelques controverses. Tout le monde n'est pas d'accord avec l'argument de Mimi Ito selon lequel la technologie est toujours socialement construite. [James Katz](#), un professeur de communication de l'université Rutgers défend l'idée qu'il existerait un "esprit de la machine" (*Apparatgeist*, en allemand). "*Indépendamment de la culture, quand les gens interagissent avec des technologies de communication personnelles, ils ont tendance à standardiser l'infrastructure et à graviter vers des goûts cohérents et des fonctionnalités universelles.*" Le professeur Amparo Lasèn constate également que les différences qu'elle observait en 2000 en Europe ont eu tendance à s'estomper (hormis le rejet de la messagerie vocale par les Espagnols). Mais il n'y a pas que l'esprit de la machine qui est en cause, modère-t-elle. "*Partout en Europe, les gens font face à des vies de plus en plus complexes et ont besoin du téléphone mobile pour les gérer.*" Pour Mimi Ito également : la vie de plus en plus réglementée des adolescents américains tend à leur faire utiliser les communications textuelles autant que les jeunes Japonais.

Et il y a de fortes chances que cette convergence des comportements se poursuive, notamment parce qu'il est de l'intérêt des industriels de trouver des réponses globales. Chez Nokia, Younghee Jung travaille notamment à [un projet d'esperanto des gestes](#) pour contrôler son mobile et trouver un geste internationalement acceptable pour rendre simplement silencieux son mobile quand il sonne.

À long terme, les différences d'usages nationales vont disparaître, estime [Scott Campbell](#), chercheur à l'université du Michigan, mais les différences économiques, elles ne vont pas

s'estomper comme cela. En Afrique les temps de communication vont demeurer prépayés et la pratique du signal pour se faire rappeler devrait perdurer. Plutôt que des différences culturelles, Nokia envisage d'ailleurs de mieux distinguer ses utilisateurs selon leurs pratiques : entre ceux qui veulent de la simplicité et ceux qui souhaitent des fonctionnalités. Dans les pays pauvres, Nokia développe une gamme de services appelée "[Life Tools](#)" allant de l'information agricole à des services éducatifs... alors que dans les pays riches les combinés sont plutôt livrés avec des abonnements pour télécharger de la musique.

A croire que certains ont plus à gagner que d'autre dans cette globalisation des pratiques.

Comme le dit Luke Allnutt, rédacteur en chef de Radio Free Europe, dans un intéressant édito sur la révolution mobile : "*Ce n'est pas la technologie par elle-même qui a le pouvoir de changer le monde (en bien ou en mal), mais plutôt l'innovation et la créativité des gens qui l'utilisent*".

Hubert Guillaud

TECHNOLOGIES

Nanotechnologies : s'informer, s'exprimer... et après ?

LEMONDE.FR | 06.11.09 |

A peine lancé, le [débat public](#) sur les nanotechnologies, intitulé Je m'informe, je m'exprime, censé éclairer l'Etat sur "*l'organisation du contrôle et du suivi des nanomatériaux, la caractérisation de l'exposition et l'évaluation de la toxicité sur l'homme et les écosystèmes, l'information et la protection du travailleur et du consommateur, les modalités de soutien à la recherche et aux innovations dans ce domaine*", fait déjà polémique.

Le collectif [Pièces et Mains d'Œuvre](#), connu pour ses enquêtes, analyses, ses actions d'éclat et son refus critique des nanotechnologies, refuse ainsi de participer à ce qu'il qualifie de campagne nationale d'acceptabilité des nanotechnologies destinée à "*vaincre la méfiance de citoyens-consommateurs échaudés par trop de scandales techno-industriels : amiante, vache folle, OGM*" (voir aussi [Aujourd'hui le nanomonde](#), site qu'ils consacrent à cette opération).

Rappelant avec ironie que pour Paul Valéry "*la politique est un mécanisme qui sert à empêcher les gens de prendre part à ce qui les concerne directement*", Dorothee Benoit-Browaets, déléguée générale de l'association Vivagora et auteure du [Meilleur des nanomondes](#), estime pour sa part qu'il s'agit là d'un "*vaste chantier dans un paysage pourtant déjà bien construit*", et d'ores et déjà financé, à concurrence de plusieurs centaines de millions d'euros, par le gouvernement français :

"Alors que les dés sont largement lancés en France comme dans le monde, un tel processus de discussions sera-t-il en mesure de faire changer d'opinion les sceptiques qui sont légion ?

De quoi sera-t-il question tout au long de ces débats ? De technique ou de politique ? On peut craindre que l'explication cache la forêt, la plupart des Français n'ayant jamais entendu parler de ces nano-objets. Difficile de débattre sur un tsunami resté invisible. Les nanotechnologies – qui désignent les interventions sur la matière pour réarranger ses briques élémentaires ou atomes – déferlent en effet depuis dix ans sur le marché sans crier gare."

UN DÉBAT MORT-NÉ ?

Dimitri Granger, professionnel des relations publiques et blogueur sur Pr2Peer, blog consacré à "la communication corporate à l'âge de la mise en réseau des hommes et des idées", se demande quant à lui si, à peine lancé, le débat public ne serait pas mort-né :

"Si l'initiative semble louable et pleine de bonnes intentions, les objectifs paraissent un peu flous, [et] on comprend assez rapidement que le débat est orienté dans un sens précis. Si l'internaute curieux souhaite s'informer et se faire un avis, le site du débat public propose une 'base de connaissance' impressionnante de plusieurs centaines de pages entièrement consacrées à valoriser l'énorme potentiel des nanos et dans laquelle on trouve à peine ... dix lignes sur les risques liés à ces technologies !

En réalité, et en dehors de toute considération sur le fond (risque/opportunité des nanos, principe de précaution/principe de réalité économique), il est clair que ce débat risque d'être mort-né, en tout cas sur le site officiel. Assez complexe pour freiner les ardeurs du grand public, ce 'débat' sera trusté par deux blocs qui s'opposeront, souvent sans nuance, en copiant des argumentaires pré-existants."

On a ainsi vu, à Toulouse, des opposants au débat distribuer des tracts estampillés Pièces et mains d'œuvre (tout en jurant ne pas connaître le collectif PMO), "simples citoyens" interrompant le débat et faisant évacuer la salle après y avoir jeté une bouteille d'ammoniaque (voir le compte-rendu, désopilant, sur Nanostelia, et celui, en forme de dialogue de sourds, de deux opposants sur Nanomonde).

Le 15 octobre, jour du lancement de la consultation, un "community manager" de la société I&E Consultants, spécialisée dans les stratégies d'opinion et chargée d'organiser le débat public, proposait aux lecteurs d'Agoravox d'y contribuer, afin de "couvrir les réunions publiques qui se dérouleront près de chez vous [et] faire connaître votre avis et vos arguments".

Quinze jours plus tard, le "média citoyen" ne répertorie qu'une seule contribution évoquant les nanotechnologies, et pas sûr qu'elle calme ou tempère le débat : il s'agit en effet d'un panorama des programmes et investissements militaires en faveur des nanotechnologies. Et l'on y apprend entre autres qu'aux Etats-Unis le ministère de la défense est le principal bénéficiaire du

programme national de développement des nanotechnologies, près du quart de ses fonds étant orienté vers la recherche de défense...

QUAND LE DÉBAT CRÉE... DU MANQUE

En attendant de savoir ce que cette consultation entraînera (ou pas) en terme de débats, de gouvernance, de pistes de réflexions et d'actions, il est intéressant de voir ce qui, dans un autre pays – en l'occurrence, le Royaume-Uni – s'est passé (ou pas) suite à ce type de débat public.

Le [Responsible Nano Forum](#), qui prône "*une utilisation responsable de la nanotechnologie pour le bénéfice de la société*" et réunit plusieurs autres réseaux de recherche impliqués dans les enjeux sanitaires et sociaux des nanos ([PEN](#), [SafeNano](#), [SnIRC](#)...), a ainsi proposé à 28 experts anglo-saxons de faire le point sur les "*opportunités et incertitudes liées à la nanoscience et aux nanotechnologies*".

Le titre du [rapport \(.pdf\)](#), *5 years on - a beacon or just a landmark ?* (5 ans après - un phare, ou juste une balise ?), témoigne de ce que la plupart des questions posées à l'époque restent encore en suspens.

Les experts consultés se félicitent de la prise de conscience des questions et risques associés aux "*nano*" (matériaux & technologies), qui ne peuvent plus être contestés. A contrario, ils déplorent également, quasi unanimement, le manque de transparence des entreprises, le manque d'informations et de recherches sur les risques associés, mais aussi le manque de volonté des responsables politiques de les financer, en dépit, pourtant, d'une pléthore de consultations publiques et rapports qui, tous ou presque, relèvent précisément... ces mêmes manques.

Comme si le fait de parler des nanotechnologies se traduisait bien plus en discours, recommandations et propositions qu'en actes concrets et mesures d'(auto)régulations. Dans le même temps, plusieurs des auteurs constatent que les industriels n'ont toujours pas "*tiré les leçons des OGM*" : sans transparence, il est impossible d'avoir confiance !

OGM, GELÉE GRISE... LE SCÉNARIO-CATASTROPHE

En 2004, la Royal Society (l'Académie des sciences britannique) et la Royal Academy of Engineering (qui fédère, elle, les ingénieurs) publiaient un rapport conjoint, [Nanoscience et nanotechnologies : opportunités et incertitudes](#), qui allait faire date.

Anthony Seaton, professeur de médecine du travail et de l'environnement à l'université d'Aberdeen et qui en fut l'un des auteurs, rappelle la perception qu'en avaient les gens : "*A l'époque, le prince Charles avait apposé son sceau royal sur les craintes d'une planète menacée par la gelée grise*", du nom donné à ce scénario-catastrophe popularisé dans le roman de science-fiction *La Proie* de Michael Crichton, où l'on voyait des nanomachines autorépliquantes finir par absorber notre monde...

"Des groupes de pression environnementaux attisaient les peurs sur les risques qu'encouraient tant les humains que l'environnement. Certains signes laissaient penser que le combat pourrait sérieusement entraver le développement des nanotechnologies, comme cela était arrivé pour les modifications génétiques ; certains en appelaient à un moratorium.

Et puis le rapport a été publié, il a été bien accueilli tant par le gouvernement que par la société ; les principaux motifs d'anxiété du public et des chercheurs ont été calmés et le développement commercial a repris à un rythme soutenu."

On aurait tort, pourtant, de lire dans cette introduction une charge contre ceux qui s'inquiétaient, ou qui s'inquièteraient encore, des risques associés aux nanotechnologies : *"Je pense que l'effet le plus important et immédiat du rapport tenait au fait que nous reconnaissons des dangers potentiels, et que nous identifions les domaines nécessitant plus d'investigation."*

Le rapport de 2004 contribua en effet à révéler les liens entre nanoparticules et pollution de l'air d'une part, d'autre part que les nanotubes de carbone avaient une [configuration similaire](#) à celle des fibres d'amiante, et qu'ils pourraient s'avérer [aussi nocifs](#). De plus, une bonne partie de ses recommandations portaient sur les risques sanitaires, et les enjeux en terme de régulation, ce qui incita notamment l'Union européenne à financer plusieurs programmes de recherche axés sur les risques et dangers posés par les nano.

Andrew Maynard, conseiller scientifique du Project on Emerging Nanotechnologies (PEN) et de nombreux autres organismes (dont le Responsible Nano Forum), [rappelle](#) ainsi à quel point ce rapport a pu faire autorité, parce qu'il était scientifiquement fondé, qu'il envisageait les aspects tant sociaux, économiques que politiques, et qu'il expliquait, avec *"la voix de la raison"*, qu'il était urgent de se pencher sur les problèmes susceptibles de se poser, notamment, en terme de santé et d'environnement.

ATTENTION : MATÉRIAUX SIMILAIRES À L'AMIANTE

Pourtant, note Maynard, depuis cinq ans, on ne compte plus les discussions, ateliers, rapports et autres consultations au sujet du développement responsable des nanotechnologies qui, pour la plupart, témoignent d'une vision semblant faire fi du rapport de 2004, *"comme si le rapport avait servi de balise, et non de phare : tout le monde en a entendu parler mais personne ne prend le temps de le (re)lire"*.

Maynard s'étonne ainsi de voir que les autorités britanniques décident de lancer une nouvelle [consultation publique](#) afin d'informer les citoyens sur sa stratégie, et de recueillir leurs avis, alors qu'il n'a toujours pas mis en œuvre l'intégralité des propositions du rapport de 2004.

La conclusion du professeur Seaton est à ce titre plutôt inquiétante, lorsque l'on sait [ce qui se vend](#), aujourd'hui, dans le commerce, basé sur les nanotechnologies et qui, pour une bonne part, relève de compléments alimentaires, de produits cosmétiques, ou antibactériens.

Il explique en effet qu'il ne se risquera pas, en l'état, à ingérer des nanoparticules antibactériennes (qui pourraient endommager nos systèmes digestifs), pas plus qu'à utiliser d'aérosol contenant des nanoparticules (susceptibles d'endommager le cœur et les poumons), ou encore d'appliquer sur sa peau des produits cosmétiques ou crèmes solaires comportant des nanoparticules (à cause des risques d'allergies et de photosensibilisation) :

"En conclusion, j'exhorte les autorités chargées de la sécurité et de la santé à lancer un audit et une analyse du cycle de vie de la fabrication et de l'utilisation des nanotubes afin de protéger ceux qui les fabriquent, et ceux qui en usent.

Si nécessaire, je mettrais un panneau d'indication : 'Attention : utilisation de matériaux similaires à l'amiante'."

Jean-Marc Manach

SOCIETE

Hausse du nombre de suicides en prison en 2009

LEMONDE.FR | 18.01.10 |

Le nombre des suicides en prison est en augmentation : 115 ont été dénombrés en 2009, contre 109 en 2008, a annoncé lundi 18 janvier la ministre de la justice, Michèle Alliot-Marie. Ces chiffres, qu'elle a qualifiés de *"dramatiques"*, englobent désormais les détenus décédés à l'hôpital des suites des blessures consécutives à leur geste. Si l'on inclut les personnes en semi-liberté, en permission de sortie, en hospitalisation ou sous bracelet électronique, 122 suicides ont été recensés en 2009, contre 115 en 2008.

Selon une étude de l'Institut national d'études démographiques publiée à la mi-décembre, la France détient le taux de suicides en prison le plus élevé de l'Europe des Quinze, en chiffres absolus et relatifs (20 suicides pour 10 000 détenus, moyenne annuelle entre 2002 et 2006). Vendredi, Michèle Alliot-Marie avait affirmé sur France Info que *"les suicides dans les prisons sont des drames humains, ce ne sont en rien des secrets d'Etat (...), en revanche nous avons à agir"*. Rappelant que des mesures avaient été mises en œuvre l'été dernier, la ministre a admis qu'elles étaient *"encore insuffisantes"*, mais semblaient néanmoins *"commencer à porter leurs fruits"*.

Ces mesures d'urgence sont de plusieurs sortes : un kit de protection pour les prisonniers les plus fragiles comprenant un matelas anti-feu, des draps indéchirables et des pyjamas en papier à usage unique ; la formation des surveillants dans les quartiers d'isolement, les quartiers pour mineurs ou ceux des arrivants ; la présence de la radio dans les quartiers disciplinaires

expérimentée dans quatre établissements ; et les boîtes aux lettres destinées aux familles afin qu'elles puissent s'adresser à l'administration de la prison.

L'OIP DÉNONCE UN DÉCALAGE "INDÉCENT" ENTRE LES CHIFFRES ET LES MESURES

Pour Stéphanie Djian, déléguée nationale adjointe de l'Observatoire international des prisons (OIP), les déclarations de la ministre de la justice témoignent d'un *"refus de remettre en cause la politique actuelle de prévention des suicides"*. Contactée par LeMonde.fr, elle estime que ces dispositions, inspirées des recommandations formulées par le professeur Jean-Louis Terra – psychiatre chargé en 2004 d'une mission sur la prévention du suicide en milieu carcéral –, visent principalement *"à empêcher les détenus de passer à l'acte, mais ne comportent aucune mesure pour limiter la souffrance des détenus"*.

Selon elle, le décalage entre les chiffres et les mesures est *"indécent"*. D'autant plus que la politique actuelle semble montrer ses limites : *"Après une baisse en 2007, nous sommes revenus aux chiffres de 2004"*. Or, malgré son échec, cette politique n'a été remise en question ni par Rachida Dati, ancienne garde des sceaux, ni par Michèle Alliot-Marie lors de son arrivée au ministère de la justice, dénonce-t-elle.

L'OIP plaide pour *"une réorientation basée sur la circulaire du ministère de la justice, datant de 1998, et qui préconise de 'restaurer l'individu dans sa dignité'"*. Stéphanie Djian ajoute qu'une politique visant uniquement à éliminer les objets dangereux autour du prisonnier est inutile : *"Un détenu en souffrance trouvera toujours le moyen de se faire du mal, nous avons l'exemple d'un détenu placé en isolement total, et qui s'est mordu le poignet pour s'arracher les veines."*

La déléguée de l'OIP salue néanmoins le souhait émis par Michèle Alliot-Marie de renforcer ses liens avec le ministère de la santé. *"La prévention du suicide en prison est un problème de santé publique, observe-t-elle. Il est normal qu'il soit pris en charge par le ministère adéquat."*

ALIMENTATION

Enquête

Le lait, pas forcément un ami pour la vie

LE MONDE | 19.01.10 |

Et si les produits laitiers n'étaient pas *"nos amis pour la vie"*, contrairement au célèbre slogan publicitaire des années 1990 ? La consommation de lait est en baisse depuis vingt ans, soit 24 % entre 1999 et 2007, selon l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa). Sur cette même période, en comptant les yaourts et les produits frais qui progressent légèrement, la baisse est de 12 % pour l'ensemble des produits laitiers. La France reste toutefois le deuxième

consommateur au monde de fromage, mais se retrouve en 11^e position mondiale pour le lait seul.

Cette tendance se dessine déjà dans les linéaires des supermarchés. Ainsi Lactel a lancé *Matin léger* en 2000, avec une promesse, 90 % de lactose en moins. Imaginé pour satisfaire les intolérants au lactose, *"ce lait a trouvé un public plus large"*, reconnaît Luc Morelon, directeur de la communication. *"Plus de 8 personnes sur 10 déclarent mieux digérer *Matin léger* que le lait habituel"*, annonce la marque. Les ventes ont doublé en six ans et ont encore progressé de 10 % en 2009. Résultat : le concurrent Candia vient de lancer *Soâ*, sur le même concept.

Parallèlement, les offres de substitution se multiplient. Si les volumes sont encore faibles, la croissance est à deux chiffres. Ainsi, la marque Bjorg propose plus de vingt laits de soja ou boissons végétales. Les ventes de ces dernières ont augmenté de 29 % en 2009.

"Nos produits étaient destinés aux personnes intolérantes. Nous attirons aujourd'hui des consommateurs qui veulent diminuer la proportion de protéines animales dans leur alimentation", explique Anne Pouplier, la responsable de la communication. Les grands distributeurs s'y mettent comme Carrefour, Leader Price ou Leclerc. Même les magazines féminins surfent sur la tendance. Ainsi, les trois régimes "détox" proposés par *Elle* début janvier pour se remettre des fêtes proposent de lever le pied..., entre autres sur les produits laitiers.

Ces aliments auraient-ils, au bout du compte, toutes les vertus qu'on leur prête ? Le Programme national nutrition santé (PNNS) recommande trois produits laitiers (yaourts, fromages blancs, fromages... et lait) par jour. *"En dehors de l'allergie aux protéines de lait de vache et de l'intolérance au lactose, il n'y a aucune preuve scientifique que les produits laitiers soient liés à des pathologies. Au contraire, les pédiatres, la Haute Autorité de santé (HAS), l'Académie de médecine... mettent en avant les bienfaits du lait"*, souligne Marie-Claude Bertièrre, directrice du département santé du Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (Cniel). *"Consommer des produits laitiers diminuerait les risques de cancer du colon, de diabète de type 2, d'hypertension, de syndrome métabolique"*, ajoute-t-elle.

Face à cette baisse de consommation, plusieurs médecins, dont Jean-Michel Lecerf, nutritionniste à l'Institut Pasteur de Lille, *"craignent des carences en calcium, indispensable pour la croissance des enfants et des adolescents, et utile contre l'ostéoporose..."*

Pour autant, le sujet est polémique. Le livre de Thierry Souccar, *Lait, mensonges et propagande*, sorti en 2007, puis remis à jour en 2008, a fait grand bruit. A tel point que l'Académie de médecine a organisé dans la foulée une conférence de presse "Lait et santé, est-il raisonnable de se priver de lait et de produits laitiers ?".

Une chose est certaine. Des voix médicales s'élèvent avec un autre discours. Une prise de parole d'autant plus délicate que l'enjeu économique est énorme. Le secteur de l'industrie laitière (24,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2008) est le premier investisseur publicitaire dans l'alimentation, avec 521 millions d'euros en chiffres bruts dépensés en 2009, selon TNS Media

Intelligence. La France est également le pays de Danone, numéro un mondial des produits laitiers, premier annonceur publicitaire de son industrie.

"Il ne s'agit pas de proscrire le lait, explique Henri Joyeux, oncologue et professeur de chirurgie digestive à la faculté de médecine de Montpellier, mais il est désormais certain qu'il n'existe aucune preuve scientifique pour affirmer qu'il faut consommer 3 à 4 laitages par jour. Les produits laitiers posent aujourd'hui de nombreux problèmes de santé publique. Il y a de plus en plus d'allergie aux protéines du lait de vache. De plus, près de la moitié de la population ne digère pas bien le lait. Je préconise plutôt le lait de chèvre ou de brebis."

Un responsable hospitalier précise : *"Le lait contient du lactose, qui n'est pratiquement pas absorbable tel quel par l'intestin. Il doit d'abord être digéré dans l'intestin grêle par une enzyme, la lactase. Celle-ci est à son taux maximal chez le nouveau-né arrivé à terme puis subit chez beaucoup d'adultes (20 % à 50 % de la population en France) un déclin physiologique qui l'amène à environ 10 % de sa valeur initiale."* D'où l'impression de ballonnements. Dans ce cas, le fromage, qui ne contient quasiment plus de lactose, est une bonne alternative, selon plusieurs médecins.

Le neurologue Bernard Aranda observe que *"80 % de (ses) patients atteints de migraines ou de céphalées voient leurs maux disparaître ou s'atténuer fortement en moins d'un mois après avoir arrêté le lait de vache et ses dérivés, à l'exception du beurre et du fromage. Et il semble que les réactions au lait sont encore plus nettes après une période d'arrêt prolongé."* Le cas du lait reste complexe. Comme pour tout aliment, la question cruciale étant de savoir si le bénéfice d'ensemble l'emporte sur les effets nocifs.

Pour tenter d'y voir clair, en Finlande, premier consommateur mondial de lait, une étude internationale randomisée (dont les participants sont répartis de façon aléatoire) appelée TRIGR est menée depuis 2002. Sa finalité : déterminer si la consommation dès le plus jeune âge de lait de vache avec son apport de protéines animales pourrait avoir une incidence sur l'augmentation du diabète de type 1, ou insulino-dépendant, dont la Finlande possède le record mondial.

L'étude, financée pour partie par l'Union européenne suit 2 160 enfants à risque de 15 pays. *"Cette étude a été initiée après avoir constaté que les enfants allaités au sein présentaient un risque moins important de diabète de type 1",* explique Mila Hyytinen de l'équipe de recherche. *"Une étude pilote sur 230 enfants a montré que le risque de présenter un diabète de type 1 diminue de 40 % à 60 % pour les enfants avec des prédispositions génétiques pour cette maladie lorsqu'ils sont nourris avec un lait reconstitué",* explique le professeur Mikael Knip, qui dirige cette recherche. Les résultats de l'étude globale sont attendus fin 2017.

Laure Belot et Pascale Santi

Les sources de calcium

Les produits laitiers, fromages en tête, ne sont pas la seule source de calcium. D'autres aliments en contiennent, comme le poisson, les oléagineuses (tournesol, sésame...), les légumineuses (soja...), les noix, les légumes verts (persil, épinard, fenouil, brocoli, haricot vert...), de nombreux fruits (cassis, orange, groseille, mûre, etc.) et certaines eaux minérales.

SOCIETE / POLITIQUE

Le séisme repose la question du statut des réfugiés de l'environnement

LE MONDE | 21.01.10 |

Comment protéger les Haïtiens qui fuient les zones dévastées par le séisme du 12 janvier ? Le désastre humanitaire se propage au rythme des migrations, réveillant le débat sur les failles du dispositif de protection des réfugiés et l'absence de statut des victimes de catastrophes naturelles.

"Beaucoup de gens ont quitté Port-au-Prince pour d'autres villes, même si nous n'avons pas de chiffres exacts, assure Jemini Pandya, l'une des porte-parole de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les premiers ont rejoint des proches qui pouvaient les héberger. Mais une deuxième vague est en train de fuir, sans personne pour les accueillir."

Un afflux important de réfugiés a été signalé à Miragoâne et 5 000 personnes sont arrivées dans le département de Grand-Anse, à l'ouest de Port-au-Prince, par la route et par bateaux. L'OIM distribue tentes, bâches et jerrycans aux sans-abri, que les municipalités, démunies, n'ont pas les moyens de fournir.

Pour ces "déplacés internes", la protection et les secours sont définis par des "Principes directeurs" (accès aux besoins de base, protection, éducation) qu'observent l'ONU, les ONG et les Etats qui le veulent bien. Pour ceux qui chercheraient asile à l'étranger, rien n'est prévu, pas même un dispositif de protection temporaire. *"C'est la responsabilité de chaque gouvernement d'ouvrir ou non ses frontières"*, résume Mme Pandya.

Face à la multiplication des désastres liés au changement climatique, l'OIM a suggéré de créer un statut international pour les victimes de catastrophes naturelles, séismes compris. Sans succès.

"MATÉRIEL ET EXPERTISE"

Le statut de réfugié est réservé aux victimes de conflits et de persécutions, même si le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) reconnaît la nécessité de faire évoluer le dispositif et est venu

prêter main-forte à Haïti. *"Nous apportons du matériel et notre expertise dans la gestion de camps et la protection des déplacés"*, précise sa porte-parole, Melissa Fleming.

Lors des violences de 2004 provoquées par le départ en exil du président Jean-Bertrand Aristide, le HCR avait appelé la communauté internationale à accorder l'asile aux Haïtiens en fuite. Il n'en est rien aujourd'hui. *"La situation n'exige pas que le HCR adopte une position officielle, d'autant plus que Saint-Domingue a ouvert sa frontière pour des raisons humanitaires"*, estime Mme Fleming.

Les choses pourraient changer en cas d'insuffisance de l'aide internationale débouchant sur un exode massif. Les États-Unis ont décidé d'accorder un statut de protection temporaire aux Haïtiens présents sur leur sol avant le 12 janvier, mais ont prévenu qu'ils n'accueilleraient aucun boat people.

En Europe, l'attribution d'un statut de protection temporaire permettant d'accueillir des réfugiés est du ressort du Conseil de l'Union européenne. Son application aux victimes du séisme n'est pas à l'ordre du jour.

"Chaque pays devrait au minimum donner aux immigrés haïtiens un permis de travail pour qu'ils puissent envoyer de l'argent au pays", analyse Jemini Pandya. Selon la Banque mondiale, la diaspora transfère chaque année 1,2 milliard d'euros vers Haïti.

Grégoire Allix

SOCIETE

Enquête

Le quotidien des handicapés relève toujours du parcours du combattant

LE MONDE | 21.01.10 |

Pour accéder en fauteuil roulant à ce bureau de poste de Pantin (Seine-Saint-Denis), Nathalie Devienne utilise la rampe d'accès destinée aux handicapés. Sauf que, à l'entrée du bâtiment, elle doit demander de l'aide, faute de pouvoir actionner la lourde porte métallique qui ne s'ouvre que vers l'extérieur.

Cette quadragénaire souffre de plusieurs handicaps congénitaux. Cela ne l'empêche pas d'exercer un emploi de chargée de communication à l'Association des paralysés de France (APF) de Seine-Saint-Denis, et de se déplacer pour faire des courses.

A peine entrée dans le bureau de poste, elle remarque un détail qui échappe au commun des valides. *"Les guichets sont placés à la hauteur d'un adulte se tenant debout. Pas pratique pour signer un document"*, observe-t-elle, dépitée. Bien que le distributeur automatique de timbres soit orné d'un petit logo représentant un fauteuil roulant (signe d'accessibilité aux handicapés), M^{me} Devienne ne peut atteindre le pèse-lettre. Elle doit se contenter d'acheter des timbres au tarif standard, mais doit se positionner de biais par rapport à la machine, aucune place n'étant prévue pour ses jambes.

Dans la rue, les tracasseries continuent. *"Rouler sur un trottoir défoncé ou revêtu de petits pavés n'est pas aisé"*, témoigne-t-elle. Lorsqu'un échafaudage, une poubelle ou un arbre barre le passage, il lui faut se risquer sur la chaussée. Sans parler des ressauts d'une dizaine de centimètres qui marquent l'entrée de la plupart des boutiques, ou des distributeurs automatiques de billets parfois placés trop haut sur la façade des banques. Quant à la bouche de métro avec son escalier plongeant et impossible à franchir...

Ce parcours du combattant dont relève le quotidien des handicapés devrait bientôt disparaître. La loi sur le handicap votée en 2005 impose aux transports et aux établissements en accès public de s'adapter d'ici à 2015. L'APF craint que l'échéance ne soit pas respectée. *"Il va falloir mettre les bouchées doubles"*, prévient Jean-Marie Barbier, président national de l'association. Selon la même loi, les communes devaient avoir établi un plan de mise en accessibilité de leur voirie avant la fin 2009. Rares sont celles qui ont respecté cette obligation.

M. Barbier dénonce *"les lobbies politiques qui affirment que les travaux coûtent trop cher, et qui veulent rendre la loi moins contraignante"*. En décembre 2009, rappelle-t-il, le Conseil constitutionnel a annulé un amendement à la loi de finances pour 2010 qui offrait des possibilités de dérogation à l'accessibilité des lieux publics.

Philippe Steinier, qui anime Handimobility, un blog sur le handicap, craint que les collectivités, débordées par l'ampleur de la tâche, ne privilégient leurs administrés au détriment de ceux d'ailleurs. *"On voit apparaître des cartes de stationnement réservées aux handicapés résidant dans la commune"*, déplore-t-il.

Certaines administrations sont moins compréhensives que d'autres, fait valoir Jean-Christophe Parisot, le sous-préfet de Cahors (Lot), qui est lui-même tétraplégique. *"Le plus difficile à imposer, c'est la pose d'une rampe ou d'un ascenseur pour desservir un monument historique. Certains disent que c'est une injure à l'histoire"*, relate-t-il.

L'accessibilité des transports publics est l'un des principaux défis à relever. *"On a un problème avec le métro parisien"*, reconnaît sans fard le Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF). Seul un petit tronçon de la ligne 2 (Porte Dauphine-Nation) de ce réseau ancien et essentiellement souterrain est adapté aux fauteuils roulants.

Les bus et les RER, en revanche, sont, selon le STIF, *"totalement accessibles"*. Tous les bus disposent d'un plancher placé à hauteur du trottoir et la majorité des arrêts comme des stations

du réseau ferré ont fait l'objet d'aménagements. Les travaux coûtent cher, souligne l'autorité organisatrice des transports parisiens, qui évalue à 2 milliards d'euros le budget total nécessaire à son schéma directeur de l'accessibilité voté en 2008.

Pour justifier ces coûts, les pouvoirs publics rappellent que les aménagements bénéficieront à tout le monde. *"Ils concernent les femmes enceintes, les personnes équipées d'une canne ainsi que celles qui se déplacent avec une poussette ou transportent des objets volumineux"*, précise Maryvonne Dejeammes, chargée de mission au Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (Certu), qui dépend du gouvernement.

Olivier Razemon

SOCIETE / MARKETING

Apple, le culte du mystère

LE MONDE | 23.01.10 |

Le buzz a démarré piano, courant 2009. Ici un article publié dans la presse spécialisée, puis repris en boucle sur les blogs. Là une rumeur, retournée dans tous les sens sur des milliers de sites Web. Et peu à peu, une certitude, ou presque : Apple va lancer une "tablette", un objet à mi-chemin entre l'ordinateur et le téléphone, quelque chose comme un iPhone géant, forcément révolutionnaire ! Une photo est apparue sur le site Gizmodo. Mais est-ce bien l'engin ? Mystère.

MacRumors assure qu'il s'appellera "iSlate", exhumant un dépôt de nom de domaine datant de 2007. Et ValleyWag a proposé 100 000 dollars (71 000 euros) à qui lui fournirait des indices supplémentaires sur l'objet qui fait fantasmer toute la communauté des "Applemaniaques". Stéphane Richard, numéro deux de France Télécom, a même lâché, le 11 janvier sur Europe 1, que son groupe distribuerait la machine en France. Mais du côté d'Apple, rien n'a officiellement été confirmé. Silence radio. La firme s'est contentée d'annoncer, au dernier moment, une conférence de presse exceptionnelle, le 27 janvier. Comme d'habitude, elle aura lieu au Moscone Center, à San Francisco. Mais le jour J, qui sait si les dirigeants d'Apple ne vont pas sortir de leur manche un tout autre gadget électronique... Mystère.

Seule la firme à la pomme est capable de faire à ce point parler d'elle sans lever le petit doigt. De susciter une telle passion, une sorte de dévotion. *"Nous avons enfin notre église"*, se réjouissait un client le jour de l'ouverture du premier Apple Store de France, début novembre. De fait, pour ses adorateurs, Apple est une religion. Elle a ses messes : les "keynotes", organisées une à deux fois l'an à San Francisco, berceau historique de la marque. Son grand officiant, gourou et fondateur : Steve Jobs. Un *show man* exceptionnel qui sait réserver ses annonces pour la fin et déclencher des *standing ovations*.

La marque a aussi son mythe. Le lancement, en 1984, du Macintosh, premier ordinateur vraiment conçu pour le commun des mortels. La lutte à mort avec l'éditeur de logiciels Microsoft et le constructeur IBM, dans les années 1980. Les difficultés financières, au début des années 1990. La résurrection, avec le retour de Steve Jobs, qui avait été écarté en 1985. Puis, c'est l'impressionnante liste des succès. L'ordinateur iMac, lancé en 1998. Le baladeur numérique iPod, en 2001, devenu quasiment un générique avec 70 % de parts de marché. L'iPhone, lancé en 2007, devenu un phénomène de société - quand ils l'ont découvert, certains professionnels l'ont baptisé le "*Jesus Phone*"... Et le parcours quasi christique de Steve Jobs nourrit la légende : miraculé d'un cancer du pancréas en 2004, il doit s'éloigner quelques mois en 2009, pour une greffe du foie. Mais il est à nouveau aux commandes.

Comment le groupe a-t-il réussi à créer puis entretenir une telle ferveur ? Tout d'abord grâce à la qualité de ses produits, pensés pour être simples à utiliser - la technologie doit se faire oublier. Le beau est également au centre des préoccupations. Jonathan Yve, le patron du design, travaille en direct avec Steve Jobs. Il améliore l'ergonomie, crée de nouvelles gestuelles, comme glisser le pouce sur la mollette de l'iPod, élargir l'image de l'iPhone en écartant deux doigts sur l'écran. Ensuite, les emballages empruntent aux codes du luxe. Et, pour finir, les Apple Store sont conçus comme des écrans de la marque, avec leurs grandes tables de bois blond et leurs escaliers de verre. Du coup, "*les produits Apple sont plus chers que les autres, parce qu'il y a une valeur ajoutée émotionnelle*", pour Bernard Cathelat, sociologue et fondateur du Centre de communication avancée (CCA).

Côté publicité, les campagnes sont souvent considérées comme des sans-faute. "*Apple s'est mis en scène au départ dans le rôle de David contre Goliath, IBM puis Microsoft. Cela créait d'emblée une sympathie. Puis c'est devenu le combat contre Big Brother*", raconte M. Cathelat. Cela avait commencé avec spot publicitaire "1984", inspiré du roman de George Orwell, pour le lancement du Macintosh. Réalisé par Ridley Scott pour l'agence TBWA Chiat Day, il restera gravé dans la mémoire publicitaire américaine. La collaboration avec TBWA s'est poursuivie, en 1997, avec la campagne "Think different", illustrée par des portraits de Gandhi ou d'Einstein, accrochés jusque sur les murs du Louvre. Il faut alors entretenir l'image anticonformiste d'Apple, au moment où Steve Jobs, rappelé aux commandes, n'a pas encore de nouveauté à présenter.

Viendront par la suite les campagnes pour l'iPod et, depuis 2006, les spots présentant les possesseurs de PC comme des informaticiens besogneux. A côté, les publicités de Microsoft font pâle figure. "*Apple a un objectif : le haut de gamme, et cela se traduit par 4 % du marché mondial. C'est un modèle élitiste : le groupe ne baisse pas ses prix. Le nôtre est beaucoup plus populaire : nous visons, avec un large choix de PC, des centaines de millions de clients*", argue Eric Boustouller, président de Microsoft France.

Au final, cela donne une image très cohérente à la marque. "*Apple utilise un signe unique, la pomme, pour incarner l'entreprise et les produits. Immédiatement identifiable, universel mais très spécifique, car la pomme est mordue*", explique Cyril de Charentenay, codirigeant de l'agence de design Nude. Au point que, de plus en plus, sur les produits, le nom Apple s'efface au

profit du seul symbole. " *Le design a intégré la communication. C'est presque un nouveau langage qui pourrait se passer de mots*", avance Rémi Babinet, patron de la création d'Euro RSCG. Un cas d'école pour les publicitaires et les concurrents.

Ce génie marketing est en grande partie dû à Steve Jobs. Ce n'est ni ingénieur ni un inventeur, mais un "pro" du marketing doublé d'un visionnaire, qui détecte les technologies capables de changer la façon dont les gens travaillent ou se distraient. Aujourd'hui, pour les jeunes, Apple est devenu le comble de la "branchitude". " *Mon petit cousin trouve Steve Jobs aussi cool que U2 !*", témoigne Olivier Frigara, ex-rédacteur en chef adjoint de *SVM Mac*.

Mais ni Apple ni Steve Jobs ne sont "cool". C'est même plutôt l'inverse. Il y a un fossé entre l'image publique du groupe et la réalité de son fonctionnement. En fait, assurent nombre d'observateurs et d'ex-salariés, Apple est une entreprise hypercentralisée, secrète jusqu'à la paranoïa, et dirigée par un patron tyrannique.

Steve Jobs ? " *Il est très exigeant. Il peut vous réveiller à 2 heures du matin pour le travail. Mais il sait reconnaître le talent : vous pouvez le contredire si vous avez une bonne idée*, assure Jean-Louis Gassée, vice-président d'Apple jusque dans les années 1990. *Mais c'est un rescapé, il a failli mourir deux fois récemment, il n'a plus envie de se laisser emberlificoter.*"

Les salariés ? " *Ils sont extrêmement disciplinés*", reconnaît M. Gassée. " *Personne n'a de vision globale du projet auquel il contribue, à part Steve et sa garde rapprochée*, assure un ex-cadre de Google. *Chaque bout de projet porte un nom de code différent. S'il apparaît dans la presse, Apple sait d'où vient la fuite, m'a-t-on raconté.*"

Pour la presse, il est impossible, sauf exceptions rarissimes, de visiter le siège social, à Cupertino, dans la Silicon Valley, ou d'interviewer Steve Jobs. " *Leur vision, c'est : nous sommes une diva, les journalistes sont des paparazzi*", assure M. Gassée. Les communicants du groupe passent l'essentiel de leur temps à refréner la curiosité de la presse. " *Certains sont de vrais commissaires politiques, qui ont droit de vie et de mort, même sur de hauts cadres de la boîte, s'ils sont trop bavards*", assure M. Frigara.

Du coup, quand il y a un problème - comme la maladie de Steve Jobs ou la récente polémique sur les écrans d'iPhone qui éclatent -, Apple a du mal à désamorcer l'emballement médiatique. " *Dans le cas des téléphones qui explosent, il leur aurait fallu admettre que leurs produits ne sont pas parfaits : c'est impossible !*", analyse M. Frigara. " *Il y a une limite à être aussi cohérent. Il y a un risque d'hégémonie. Ce qui a fait leur succès aujourd'hui peut jouer contre eux à terme*", ajoute M. de Charentenay.

Et alors, rétorquent les aficionados ? Après tout, le secret, il n'y a rien de tel pour alimenter les fantasmes, le désir. Cela n'empêche pas Apple de vendre des iPod et des iPhone par millions (30 millions d'iPhone et 220 millions d'iPod écoulés depuis leur lancement, pour un chiffre d'affaires de 36,5 milliards de dollars en 2009). " *C'est précisément ce culte du secret qui explique le succès d'Apple, dans un secteur ultraconcurrentiel, la téléphonie mobile, où garder*

le plus longtemps possible son projet à l'abri des regards permet de conserver une avance déterminante", estime Carolina Milanési, analyste pour le cabinet d'études Gartner.

"Vous croyez sérieusement qu'ils auraient pu sortir toutes ces innovations s'ils avaient fonctionné de manière démocratique ou s'ils avaient laissé leurs ingénieurs voter ?, lance un ex-cadre de Google. Ils auraient fait comme chez Microsoft, ou même chez Google, des produits que seuls les geeks (mordus de l'informatique) réussissent à manipuler !".

Cécile Ducourtieux et Laurence Girard

SOCIETE

Le plaisir gustatif de retour dans nos assiettes

LEMONDE.FR | 26.01.10 | 06h18

Les Français modifient-ils leur façon de s'alimenter ? Tandis que manger représentait, il y a près de quinze ans, *" un acte indispensable pour vivre "*, en 2008, c'est le plaisir gustatif qui est évoqué en premier, par plus d'un quart de la population adulte sondée (26,5 %). Tel est l'un des principaux constats du Baromètre santé nutrition publié mardi 26 janvier par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé ([Inpes](#)) – troisième édition d'une enquête téléphonique réalisée tous les six ans depuis 1996. Plus les niveaux de revenu et de diplôme sont élevés, plus le plaisir gustatif est cité.

La santé est un autre argument d'importance (22 %), surtout chez les femmes et les personnes âgées. Mais le facteur santé faiblit avec la crise. *"En période de crise, la santé est moins une priorité et l'alimentation devient un plaisir accessible"*, explique Pascale Hébel, directrice de la consommation du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc). Mais la *" santé "* vient après *" une chose indispensable pour vivre "*, selon 23,6% des sondés.

" Au fur et à mesure que le niveau économique augmente et que les besoins nutritionnels sont plus facilement couverts, le comportement alimentaire devient de plus en plus soumis à des facteurs psychologiques divers. L'individu va d'abord s'orienter vers des aliments lui procurant plus de plaisir et vers des produits lui permettant de gagner du temps ", expliquent Corinne Delamaire, nutritionniste, et Hélène Escalon, économiste, toutes deux coordonnatrices du programme nutrition à l'Inpes.

Notre comportement alimentaire aurait-il changé ? Les personnes déclarant avoir consommé un plat tout prêt (surgelés, conserves...) au moins une fois par semaine sont passées de 32,2 % en 2002 à 47,3 % en 2008. *" La catégorie "plats du quotidien" (plats cuisinés, cuisine évasion...)*

affiche une croissance de plus de 10% en 2009", explique Delphine Courtier, directrice du marketing chez Picard, car "ces plats répondent à "je n'ai pas le temps, je mange quelque chose de bon pour ma santé et je me fais plaisir" ".

Un bémol toutefois : *" le marché des plats cuisinés frais a été en croissance régulière jusqu'en 2007, mais il a été stable en 2008 et en légère baisse (moins 1,8% en valeur) en 2009, soulignent-on chez Intermarché. Avec l'arrivée de la crise, nous avons constaté, depuis 2008, un recul de la consommation sur les produits les plus transformés et un retour vers les produits à cuisiner, dont les prix sont moins élevés ",* indique l'enseigne des Mousquetaires. Mais *" le goût pour le tout prêt est une tendance de fond ",* explique Pascale Hébel. Ce qui traduit une évolution sociologique. Le développement de l'activité des femmes, la réduction du temps de travail ont réduit les pauses déjeuner, incitant les personnes à aller acheter un sandwich ou un plat tout prêt. La course après le temps a fait la part belle à ce genre de produits et l'offre de l'industrie agro-alimentaire a beaucoup progressé dans ce domaine.

" Si plus de trois quarts des Français déclarent manger équilibré –une affirmation en hausse depuis 1996–, les aliments gras, sucrés et salés occupent encore une trop grande place ", selon le docteur Thanh Le Luong, directrice générale de l'Inpes. Des efforts restent à faire dans la connaissance des recommandations nutritionnelles (préconisations du Programme national nutrition santé), même si elle est meilleure, notamment pour les produits laitiers, les féculents et la viande.

Autre tendance lourde, les personnes ayant consommé des produits issus de l'agriculture biologique au moins une fois au cours des quinze derniers jours a bondi, de 6,2 % en 1996 à 18,3 % en 2002 et 38 % en 2008.

Point négatif, les Français ont consommé plus de produits sucrés (75,2 %) en 2008 qu'en 1996 (72 %), le taux de consommation de boissons sucrées étant en augmentation (de 19,5 % à 22 %). Ce taux atteint même 43,6% chez les garçons de 12 à 17 ans.

La structure des repas, toujours articulée autour de trois moments de la journée, s'est simplifiée, indique encore l'étude de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé. Le déjeuner et le dîner deviennent plus simples, de trois à deux plats au déjeuner et de deux à un plat au dîner. Le fait de manger seul est aussi en hausse, une évolution sociologique à rapprocher de l'augmentation du nombre de familles monoparentales.

L'écran est plus présent au moment des repas, ce qui peut entraîner des déséquilibres du comportement alimentaire. Une personne sur cinq regarde la télévision au petit-déjeuner, près d'une sur trois pendant le déjeuner (31,1%), une sur deux pendant le dîner (49,8%). Mais la convivialité reste déterminante, notamment pour le dîner pris en famille ou entre amis, pour plus de huit Français sur dix, selon l'Inpes.

Pascale Santi

SANTE / SOCIETE

Point de vue

Le stress et l'avenir d'une illusion, par Didier Toussaint

LEMONDE.FR |

Le 1^{er} février, la lutte contre le stress en France aura sa date anniversaire. Le ministère du travail enjoint toute entreprise de plus de 1 000 salariés d'entamer des négociations avec les partenaires sociaux sur le sujet avant cette échéance.

On ne peut que se réjouir de la prise de conscience à l'endroit de ce fléau bien réel. Mais entre le constat et le diagnostic, il y a un gouffre. A une époque où l'efficacité est devenue une religion, on a pris l'habitude de confondre le moyen d'action avec la fin. Or, il faut bien le dire, devant l'inflation de dispositifs censés détecter les risques psycho-sociaux sous forme d'observatoires ou d'indices en tous genres, le diagnostic sur le stress semble quelque peu bâclé. Trois mythes, en particulier, doivent être dissipés.

Le premier d'entre eux est celui du management. On ne cesse d'associer stress et harcèlement, et de voir une cause dans un soi-disant style de management. L'apparence des faits légitime cette analyse, leur réalité l'infirme. Le stress est un symptôme mondial. Les causes en sont connues ; pression exercée sur les salariés au nom de la rentabilité, mondialisation, chômage, sans oublier les sollicitations permanentes d'un temps réel rythmé par les technologies de l'information et de la communication.

Ce qui cesse d'être mondial parce que propre à la France, c'est le thème de la souffrance au travail, popularisé par Christophe Dejours il y a déjà dix ans. La conversion du stress en souffrance est un symptôme national dont la mise en scène s'organise autour d'un pouvoir soupçonné de harcèlement volontaire et d'une victime que cette souffrance pousserait au suicide. Il y a chez nous ce réflexe largement partagé consistant à mettre en accusation des personnes, là où dans des pays comme ceux de l'Europe du Nord, on a conscience que dans un monde qui change très vite, ce sont les structures qui doivent s'adapter en premier. Dans un pays où l'on est convaincu que l'enfer c'est les autres, l'action collective est plus volontiers envisagée sous l'angle d'un huis clos infernal entre personnes que sous son aspect institutionnel.

Le deuxième mythe sur le stress est la question de son coût. On ne cesse d'avancer que l'absentéisme et le manque d'efficacité sont un coût économique, comme si la lutte contre le mal n'allait pas de soi et devait être justifiée. Or, en matière de coût il est préférable de raisonner sur des soldes que sur des postes isolés. L'économie du stress est malheureusement globalement positive, son coût apparent étant largement compensé et dépassé par ses bénéfices. Il suffit pour s'en rendre compte de voir comment un titre s'apprécie en Bourse sur simple annonce d'un plan de licenciement. Tout indique aujourd'hui, dans la vie des affaires, que ce qui pour les personnes est facteur de stress sera pour certaines institutions financières une source de

bénéfice dans des proportions qui demeurent largement favorables aux secondes. Il faut voir les choses en face ; ce qui est un coût pour elles, c'est la ressource humaine en tant que telle, et non sa souffrance.

Dernier mythe enfin, celui d'une corrélation entre l'épanouissement des salariés et la rentabilité de l'entreprise. On entend souvent dire qu'une entreprise n'est performante que si ses salariés sont heureux. L'expérience indique systématiquement le contraire. Les exemples ne manquent pas. Renault, à l'ambiance chroniquement tendue depuis l'origine, est le seul des deux survivants français d'un secteur automobile qui comptait plus de cent acteurs au début du XX^e siècle. Qui veut croire aujourd'hui qu'Apple, Wall-Mart ou Toyota sont des havres de bonheur ? On ne conteste pas en revanche leur place de leaders.

Il est important de ne pas se tromper de cible. On cherche à mesurer ce qui, au fond, relève de phénomènes à la fois culturels et inconscients. Ce n'est pas seulement en quantifiant les suicides et les risques qui les induisent qu'on parviendra à contenir le mal, même si la démarche est fort utile. Chiffrer, c'est constater, c'est s'en remettre une fois de plus à ce que Robert Musil qualifiait d'arrogant langage des mathématiques. Démontrer les mécanismes institués produisant de la souffrance appelle un autre type de langage, celui qui privilégie le sens des faits par rapport à leur mesure.

En France, ce n'est pas tant le stress qui génère de la souffrance que la misère institutionnelle de nos entreprises qui livrent les individus en pâture à des remèdes dont l'apparence technique, sous forme de sondages, questionnaires et formation au management, suffit à les rendre légitimes. Ce sont là des applications maladroites de pratiques anglo-saxonnes qui n'ont de sens que dans leur contexte culturel d'origine. Le choix des moyens présuppose une certaine conscience des fins.

Didier Toussaint est consultant DIT et co-auteur de Vers un autre monde économique (ouvrage collectif), éd. Descartes & Cie, Paris, 2009.

TECHNOLOGIE / INTERNET

Le patron de l'Icann prédit l'échec des "Internets parallèles"

LEMONDE.FR avec AFP | 29.01.10

Certains pays travaillent dans l'ombre à la création de réseaux Internet alternatifs à des fins politiques, mais ces tentatives devraient échouer, a assuré mercredi Rod Beckstrom, le patron de l'Icann, l'organisme qui gère le Web.

Des informations qui circulent dans la blogosphère affirment que la Russie et la Chine développent de nouvelles manières d'organiser l'Internet afin de s'affranchir de l'Icann (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers), organisation indépendante mais que beaucoup jugent trop liée aux Etats-Unis. La Chine, en particulier, dispose de suffisamment de ressources pour créer son propre réseau. Rien n'empêche théoriquement un Etat de s'affranchir de la tutelle de l'Icann, mais le réseau ainsi créé tournerait en circuit fermé. Ce qui pourrait précisément intéresser la Chine, qui pratique déjà un filtrage et une censure à grande échelle du Web.

"On ne va pas spéculer sur le nom de ceux qui font ça, ça ne regarde qu'eux", a dit M. Beckstrom, refusant de nommer les Etats en cause. "Ces gens veulent tester leurs propres aptitudes à faire ce genre de choses et changer leur suffixe national" (l'adresse identifiant un pays à l'image du ".fr" français), ajoute-t-il. "Certain s'inquiètent peut-être pour la sécurité, certains veulent avoir des alternatives au cas où des problèmes régionaux émergeraient, d'autres pourraient avoir des objectifs politiques", a-t-il expliqué.

Soulignant que l'Icann visait à *"garder tout le monde autour de la table des discussions"*, il a souligné qu'un schisme de l'Internet était improbable en raison de la popularité du Web. L'Icann, organisme à but non lucratif mis en place à l'origine par le gouvernement américain, s'est engagé le mois dernier à mieux rendre compte de ses activités, avec un droit de regard accru pour les autorités autres qu'américaines.